

## **Juin 1940- Le C.E. poursuivra la lutte contre « L'AXE » depuis L'A.F.N.**

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Guy Schlessler,Renseignement,Services allemands  
29 octobre 2021

Nous avons maintes fois souligné l'efficacité des mesures prises par nos Services pour assurer, quoiqu'il adienne du sort des armes, la poursuite de leur mission contre l'Axe. L'une des premières mesures consistait à mettre hors d'atteinte de l'ennemi le personnel et les archives indispensables à la lutte contre l'ennemi.Le 20 juin 1940, soit deux jours avant l'armistice de Rethondes, le Commandant PAILLOLE demandait au Chef du B.C.R. (Bureau Central de Renseignements, ancêtre des Bureaux de Sécurité Militaire) de Marseille de mettre en route par bateau, à destination d'Alger, un spécialiste des affaires allemandes, le Capitaine Joseph DOUDOT, le plus remarqué de nos techniciens du C.E. Il devait convoier le double des archives du C.E. français (fichiers et dossiers) constitué à Marseille depuis le 1° septembre 1939 sur l'ordre, extraordinaire de lucidité, du Colonel SCHLESSER Chef du 2 Bureau (S.C.R.).

---

## **Le Contre espionnage français entre 1936 et 1940 par le General Guy Schlessler**

Category: 1935-1940,1940 : Invasion de la France,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Comment les Services Spéciaux français étaient-ils organisés ?,Contre-espionnage,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Guy Schlessler,L'action des services avant et après 1942,Où étaient les agents des Services spéciaux avant 1942 ?,Renseignement,Services allemands,Services français  
29 octobre 2021



**Guy Schlessler décrit comment la France, devenue un “Paradis de l’espionnage” en 1936, a subi des activités d’espionnage intensives. La France, accueillant généreusement les réfugiés sans filtrage efficace, a vu ses informations militaires compromises par la presse et les agents étrangers, facilitant le recrutement d’espions. Malgré les efforts pour protéger ses secrets militaires, la France était vulnérable, aggravée par la légèreté des peines pour trahison. Schlessler, connaissant les faiblesses de la France en matière de contre-espionnage, a proposé des réformes pour renforcer la défense nationale. Il critique la passivité des autorités françaises face à l’espionnage, soulignant l’urgence d’une action plus déterminée pour protéger la sécurité nationale.**

## **- I - LES FAITS**

Que la France ait été, en 1936, le pays béni, le “Paradis de l’espionnage”, je conçois qu’on s’en indigne. Mais qu’on s’en étonne ? Il est des naïvetés qui vraiment ne sont pas permises. Il suffisait en toute objectivité de constater et de réfléchir.

Pour obéir aux lois d’une traditionnelle hospitalité, la France, par ses frontières largement ouvertes, accueillait trop généreusement et pratiquement sans formalités tous les suspects du monde entier, tous les escrocs d’envergure, tous les expulsés de toujours et de partout que des postes, ses “cribles” aux frontières, insuffisants en nombre et souvent en qualité, étaient incapables de filtrer et que sa police spéciale, débordée par tant d’autres occupations, était impuissante à surveiller.

Peut-on s’étonner que dans les rangs de cette armée de sans travail internationaux, les services de renseignements étrangers aient, avec une extrême facilité, recruté leurs innombrables agents après les avoir déguisés en réfugiés politiques ?

Leur coupable activité était orientée par les précieuses et redoutables indiscretions de la presse française, cette presse à l’affût du secret militaire et qui en discutait publiquement pour le seul bénéfice des S.R. étrangers.

J’ai souvent dit que les journaux français – inconsciemment, j’en suis assuré – étaient les meilleurs agents des services étrangers, les meilleurs et d’ailleurs les moins chers.

Pour une centaine de francs par an – le prix d’un abonnement à “La France Militaire” – les états-majors étrangers recueillaient des précisions d’ordre militaire que le S.R. français ne parvenait à rassembler que contre de lourdes sommes et après de longs efforts. Bien mieux, cette documentation, abondante et pour ainsi dire gratuite, n’exigeait même pas de recoupement : elle était officielle.

Peut-on s’étonner que les agents de l’étranger aient, sans effort, brodé sur un canevas déjà très complet !

Accueillis chapeau bas à la frontière et narguant une police dont l’impuissance était proverbiale outre-Rhin, ces soldats de l’étranger mettaient au pillage le secret militaire, notre secret national mal surveillé et insuffisamment gardé. D’autant moins bien gardé que le Français, imprudemment confiant dans la loyauté de ceux qu’il avait la générosité d’accueillir, n’avait jamais eu la volonté de se défendre.

Aussi bien, les cambriolages devenaient inutiles. Pouvait-on vraiment s’en étonner ? Comment aurait-il pu en être autrement aussi longtemps que les états-majors, les corps, les services, ne

disposaient - pour enfermer leurs secrets - que de mauvaises armoires en bois blanc barricadées, si on peut dire, de méchants cadenas achetés en série à " Uniprix ".

Je ne pouvais, hélas, pas ignorer l'infériorité de notre défense. Je savais trop bien que le S.R. français et les S.R. étrangers ne luttaient pas à armes égales. Pour avoir exercé, de 1932 à 1934, les fonctions de Chef de la Section allemande du S.R., je connaissais mieux que quiconque les invraisemblables difficultés auxquelles nous nous heurtions lorsque nous cherchions à apprendre, au delà du Rhin, ce qui était indispensable à notre état-major. Nous étions, au seuil de frontières imperméables, devant un système impénétrable; de l'autre côté, tout était difficile, tout était pratiquement impossible. Chez nous, au contraire, tout était possible, tout était tellement facile, que nous en avons tout de suite exprimé notre indignation. Cette indignation, un diptyque de faits, de chiffres comparés, l'illustrera avec plus d'éloquence.

S'est-on douté, par exemple, en France, que la main-d'oeuvre étrangère employée sur nos chantiers de fortifications ou dans nos usines travaillant pour la Défense Nationale, atteignait et dépassait, pour certains départements - je précise : la Meurthe-&-Moselle - la proportion de 45% ?

Sait-on que, de l'autre côté du Rhin, un Allemand 100%, Allemand, aryen pur sang, dont toute la famille habitait l'Allemagne, mais dont un parent proche avait émigré, se voyait refuser l'autorisation de travailler sur un chantier de fortifications ?

Voilà pour les travailleurs étrangers. Les oisifs, les chômeurs que nous entretenions à grands frais n'étaient pas moins redoutables.

S'est-on douté qu'il y avait à Paris, le 1er Juillet 1937, 16.987 Allemands ? Il y avait à Berlin, à la même date, moins de 500 Français, et il était tout de même plus facile de - surveiller ces 500 Français, d'ailleurs parfaitement inoffensifs puisqu'ils appartenaient pour la plupart aux familles de notre Ambassade, que ces quelques 17.000 Allemands lâchés en liberté sur le trottoir parisien.

Puisqu'il est question d'Ambassade, sait-on que les sièges diplomatiques allemands n'utilisaient à l'étranger que du personnel allemand, 100% allemand et aryen pur sang. C'était logique et naturel.

Et dans les Ambassades et Consulats français ? dira-t-on. Sans doute le Français n'aimait pas s'expatrier. On pouvait cependant espérer que quelques postes de chauffeurs, huissiers, téléphonistes, concierges, étaient confiés à de bons Français; or, tous les postes d'employés subalternes étaient tenus par du personnel autochtone, qui ne pouvait pas ne pas être acheté.

Un exemple encore : l'annuaire des officiers de l'armée active, cette pièce maîtresse de la documentation sur une armée étrangère, était dans presque tous les pays du monde un document secret.

Le même document se vendait en France dans toutes les bonnes librairies.

Enfin, un dernier exemple, et celui-là le plus douloureux à n'en pas douter. Qu'on imagine un Français, assez lâche pour trahir sa Patrie ! Concrétisons : qu'un Français ait mis au pillage le coffre-fort du Général Chef d'E.M. Général de l'Armée française et qu'il en ait livré le contenu à un service de renseignements ennemi. A condition que ce Français ait été pris la main dans

le sac, il risquait de lui en coûter au maximum cinq petites années de prison. Depuis 1934, la peine avait été portée à un maximum de vingt années; sans doute était-ce mieux ! Mais de l'autre côté du Rhin, c'était la MORT pour, simple suspicion d'espionnage et à une cadence d'ailleurs effrayant.

J'avais le devoir de rappeler cette situation en toute objectivité et sans aucun esprit de critique pour mieux faire comprendre les difficultés considérables auxquelles se heurtait, dans son activité, le S.R. français.

## **- II - LES CAUSES**

Mais il ne suffisait pas de constater et de se lamenter. Il fallait d'abord déterminer les causes de la carence de services dont, en 1936, j'allais prendre la direction, les déterminer et les classer : elles étaient d'ordre matériel et d'ordre moral.

### a)- Les causes d'ordre matériel -

Le contre-espionnage n'était pas organisé; ou plutôt il était organisé pour une période qui correspondait à l'inertie des services étrangers, la période de l'après-guerre. Que cette organisation léthargique, ou mieux cette inorganisation, ait vécu plus de quinze ans malgré la menace qui, chaque jour, s'affirmait, c'est bien ce qui paraît le plus surprenant.

- Jusqu'en 1936, le contre-espionnage qui dépendait en temps de paix du Ministère de l'Intérieur, était confié à des fonctionnaires de la Sûreté qui portaient le titre de Commissaires Spéciaux, chefs de secteur de contre-espionnage. On aurait pu imaginer, à l'énoncé de ce titre, que le contre-espionnage était pour le moins leur tâche essentielle. Or ces fonctionnaires - qui d'ailleurs ne chômaient pas - faisaient de tout, exactement de tout, sauf du contre-espionnage. Ils étaient une sorte de " bonne à tout faire " à la " botte " des Préfets qui les employaient, plus que jamais d'ailleurs pendant cette période de troubles sociaux, à des fins de politique intérieure. De contre-espionnage ils ne s'occupaient, de leur propre aveu, que lorsqu'ils en avaient le temps, à leurs instants de loisir. Et comme ils étaient notés par les Préfets qui seuls réglaient leur avancement, il était logique, il était humain surtout, qu'ils fassent passer en dernière urgence des questions qui, si elles ne sont pas spécifiquement militaires, sont en tout cas de Défense Nationale et n'atteignent qu'indirectement les intérêts départementaux. Sur les 136 commissaires spéciaux chefs de secteurs de contre-espionnage, une quinzaine au maximum, plus consciencieux ou mieux doués, s'intéressaient à ce qui ne leur paraissait être qu'une partie négligeable de leur mission.

- Ils étaient 136 à se partager le territoire de la métropole; ils régnaient donc chacun sur 1/136° de la France et c'est un domaine infiniment trop étroit pour des affaires d'espionnage qui, par définition, ont leur origine à l'étranger et qui s'enchevêtrent sur le territoire national. Il n'est pas rare qu'une piste découverte à TOULON, mène à BREST pour aboutir à LILLE. Enfin, puisque l'espionnage vise essentiellement le secret militaire, il eût été logique d'espérer une possibilité de collaboration de l'autorité civile et de l'autorité militaire : elle était à peu près inexistante. Certaine affaire retentissante, vieille de 40 ans et dont le spectre était périodiquement agité, paralysait dans l'Armée les meilleures volontés.

### b)- Les causes d'ordre moral -

Et puis, il était d'autres causes et celles-là d'ordre moral. Si le rendement en matière de contre-espionnage était jusqu'en 1936 ridiculement dérisoire, c'est que l'apathie était

généralisée à tous les échelons, l'apathie, cette morne veulerie qui envahit, qui intoxique les armées victorieuses au risque d'engourdir leur cerveau, de paralyser leurs muscles et de les rendre impuissantes : l'armée française, pillée jusque dans ses oeuvres vives, n'avait même plus le courage de se défendre.

L'intolérable faiblesse des juges militaires est un des signes les plus frappants de cette période de lâcheté : les accusés bénéficiaient d'une scandaleuse indulgence.

C'était aussi le fait de je ne sais quel scepticisme élégant et goguenard qui se refusait à prendre le danger au sérieux. En France, on ne voulait pas croire à l'espionnage. On ne voulait pas croire que l'espionnage est autre chose qu'un sujet de film facile ou de roman policier. On ne voulait pas croire que l'espionnage est une réalité tragique contre laquelle il faut lutter, il faut s'organiser pour lutter. On ne voulait pas croire que des Français, des militaires français trahissaient leur pays. Et cependant si on avait su le nombre grandissant de ceux qu'à partir de l'année 1936 nous avons fait arrêter et condamner, l'opinion aurait été profondément bouleversée et, avec nous, douloureusement émue.

Aussi bien, étions-nous tous d'accord, tous ceux qui comme moi se penchaient sur ce problème du contre-espionnage, pour affirmer : " Il faut que cela change ".

### **- III - LES REMEDES**

Avoir défini les causes, c'était en même temps préciser les remèdes : dans l'ordre matériel, il fallait organiser, organiser pour POUVOIR. Et, dans l'ordre moral, il fallait VOULOIR; il n'était que de vouloir. On a souvent attribué nos succès au renforcement des effectifs. A la vérité, il fut infime. Et, d'ailleurs, il ne s'agissait pas tant d'augmenter le personnel d'un organisme désuet. Ce qui importait, avant tout, c'était d'en changer l'esprit, c'était de transformer toutes les méthodes pour aboutir à une réorganisation totale.

#### **a )- Les remèdes d'ordre matériel -**

En plein accord avec le Ministre de l'Intérieur, nous avons estimé qu'il fallait assurer l'indépendance et la spécialisation des organismes de contre-espionnage et leur décentralisation en les jumelant avec les autorités militaires dont les attributions devaient être nettement précisées.

Tout en maintenant l'activité des commissaires spéciaux, le Ministère de l'Intérieur décida de créer des fonctionnaires - en nombre réduit d'ailleurs (10 commissaires, 20 inspecteurs) - dont le seul rôle était de traiter les questions de contre-espionnage. Pour les distinguer des commissaires spéciaux chefs de secteurs de contre-espionnage, ils portaient le titre de commissaires de la surveillance du Territoire. Indépendants des Préfets, ils relevaient directement d'un organisme central à Paris, le Contrôle Général de la Surveillance du Territoire.

En plein accord avec le Ministre de l'Intérieur, nous avons obtenu d'élargir leur horizon. Leur secteur, ou pour mieux dire leur " terrain de chasse ", correspondait à une ou à deux régions militaires. Et, pour affirmer cette liaison avec l'autorité militaire, nous les avons, toujours en plein accord avec le Ministère de l'Intérieur, placés immédiatement à côté du Général commandant la Région. Ainsi avons-nous, pour reprendre le terme militaire, " jumelé les postes de commandement ".

Enfin, parce que nous étions dans la situation d'un homme rempli de bonne volonté qui, devant

cent leviers de commande, n'a que deux bras pour les manipuler, nous avons demandé aux Généraux Commandants de Région Militaire une collaboration plus active. Auprès d'eux, nous avons placé un organisme qui devait prendre tout son développement en temps de guerre, le "B.C.R." (Bureau de Centralisation des Renseignements) qui, dans chaque corps ou service, avait ses antennes, les officiers de contre-espionnage. Leur rôle était sans doute de recueillir les renseignements de contre-espionnage de leurs unités, et d'assurer, en liaison avec la S.N., la protection des points sensibles. Ils étaient enfin - c'était une réforme capitale - chargés d'assurer, sous la haute direction des Généraux commandants les Régions, l'instruction des troupes et des services en matière de contre-espionnage.

Et, puisque nous avons augmenté le nombre des rouages de ce nouvel organisme, il était nécessaire, pour éviter les chocs, les heurts, les frictions, de préciser les attributions respectives de chacun. Dès 1937, des textes approuvés par les divers Ministères, consacraient les réformes essentielles.

Le Ministère de l'Intérieur décrétait la spécialisation et le jumelage avec les Services de la Défense Nationale. L'Etat-Major de l'Armée définissait ses attributions, et réglementait l'instruction en matière de contre-espionnage.

Le 10 Février 1939, un texte interministériel soudait l'ensemble et en prolongeait, dans le cadre des lois, l'action pour le temps de guerre. Enfin, - ce n'était pas le moindre succès après deux ans de lutte - il attribuait officiellement à S.C.R. la direction unique des services du contre-espionnage de tous les Ministères de la Défense Nationale.

La réorganisation, désormais effective et consacrée par des textes législatifs n'aurait pas pleinement atteint son but, si un effort n'avait pas été parallèlement consenti sur le plan de la répression. Pour couronner l'ensemble de l'édifice, le décret-loi de Juin 1938 punissait de la peine capitale le crime d'espionnage.

Ainsi, en moins de deux années, avait été forgé, grâce à un labeur incessant, l'outil indispensable aux services du contre-espionnage.

b )- Les remèdes d'ordre moral -

Une organisation théoriquement, schématiquement parfaite, n'a de valeur que si elle est " animée ", au sens étymologique du mot, c'est-à-dire si elle est parcourue d'un souffle de vie puissant.

L'articulation des services du contre-espionnage, si harmonieuse qu'elle fût, ne pouvait raisonnablement jouer que si une entente absolue, une commune volonté de réalisation en soudait tous les organes.

Dans d'autres pays, il suffisait au Chef du contre-espionnage d'appuyer sur un bouton : tous les habitants d'un village étaient immédiatement arrêtés, et vingt ou trente d'entre eux, sur un ordre verbal, passés par les armes. Je ne souhaitais pas un pouvoir aussi absolu. Dieu merci ! la France s'honorera toujours d'avoir su rester un pays de liberté.

Mais il faut bien comprendre que le Ministère de la Guerre, qui était le plus directement visé par l'espionnage étranger, n'avait pas le pouvoir de donner un ordre. A une hiérarchie impossible, il était donc nécessaire de substituer la liaison, et non pas la liaison par papier, qui est une liaison sans valeur, une liaison sans chaleur, une liaison morte, mais la liaison d'homme à homme, une liaison vivante, la liaison des coeurs, avec tous ses bénéfices.

Ce que nous voulions, c'était, en parfait accord avec les Services civils, déclarer la guerre à l'apathie, à l'inertie, à la veulerie, qui ruinaient nos efforts. Nous étions contre les impuissants,

contre les timorés, contre ceux qui de désespoir levaient les bras au ciel, contre ceux qu'Aristote appelait " les malheureux sur la route des : hélas ". Nous étions, nous, pour ceux qui veulent, pour ceux qui croient. Il était temps que, dans tous les services du contre-espionnage, le fonctionnaire, si ponctuel qu'il fut, cédât enfin la place à un chasseur, un chasseur passionné de son métier, qui avait le devoir d'être à l'affût de jour et de nuit, un chasseur qui avait dans son métier la foi qui soulève les montagnes, un chasseur mettant au service d'une volonté froide une lucide intelligence et dont la qualité essentielle devait être l'enthousiasme.

C'est dans cet esprit que nous avons essayé de réorganiser les Services du Contre-espionnage français. C'est dans cet esprit que nous avons demandé la collaboration de tous ceux, et ils étaient innombrables, qui pouvaient nous aider, de tous ceux qui, avec nous, pensaient que l'espionnage est la plus honteuse des trahisons et le plus grand crime contre la Patrie.

#### **- IV - LES RESULTATS**

La réorganisation du contre-espionnage a valu aux services français d'indiscutables résultats. Ils sont matérialisés par des chiffres et des graphiques. Ils ont été officiellement reconnus par le Ministre de la Défense Nationale ainsi que par le Général commandant en Chef, avoués par le S.R. allemand, et l'Intelligence Service a demandé, en termes émouvants, à s'inspirer des méthodes que nous avons expérimentées.

Le rendement des services français était d'autant plus remarquable qu'ils disposaient d'un personnel réduit et de fonds insignifiants.

Toutes les demandes de renforcement des moyens ont toujours abouti à un constant refus. Elles n'étaient cependant que trop justifiées : l'épuration indispensable a exigé un effort inlassable qui trop souvent a été contrarié par ceux qui ne voulaient pas se rendre à l'évidence. Une campagne de conférences et de propagande par affiches, entreprise sans moyens financiers, avait invité l'Armée à une véritable croisade contre l'espionnage. Mais, malgré les succès qu'elle enregistra, elle ne réussit ni à convaincre ceux qui ne voulaient pas croire, ni à briser l'hostilité manifeste de certains Ministères.

En particulier, le Ministère des Affaires Etrangères - qui avait sans doute d'autres soucis - s'affirma l'irréductible adversaire de toutes les mesures indispensables qui auraient permis l'assainissement du pays.

Malgré les demandes qui avaient été formulées dès la fin de 1936 pour que le personnel fut remplacé, dans tous les Consulats et Ambassades, par des Français; malgré les ordres envoyés en 1938 par la présidence du Conseil, l'opération de nettoyage n'était pas encore commencée lorsque j'ai eu la bonne fortune de prouver, à temps, que les codes les plus secrets avaient été livrés aux services adverses.

Les expulsions d'indésirables n'étaient pas exécutées et les naturalisations injustifiées se multipliaient contre le gré de mes services.

L'invasion de la France par des " touristes " suspects, à qui était souvent délivré frauduleusement un passeport diplomatique, était tolérée, malgré les pressantes recommandations des Ministères de l'Intérieur et de la Guerre.

Les arrestations d'étrangers étaient régulièrement critiquées ou plus simplement interdites.

Enfin l'activité d'espionnage (ou nuisible aux intérêts de la Défense Nationale) des Ambassades et des Consulats étrangers était vainement signalée au Quai d'Orsay.

Il eut fallu réagir par des mesures de rétorsion que le Ministère des Affaires Etrangères se refusait à envisager.

Au contraire, le Ministère de l'Intérieur a mené loyalement avec les services de la Défense Nationale une lutte sans merci aux agents de l'étranger. Il a, sur notre demande, renforcé les commissariats de surveillance du territoire et les relations les plus cordiales ont assuré la meilleure collaboration de ses fonctionnaires et de mes officiers. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que si, directement visés par la redoutable menace de l'espionnage étranger, nous avons l'ambition d'animer la lutte, la responsabilité en appartenait au Ministère de l'Intérieur jusqu'à la mobilisation et nous lui en laissons volontiers le bénéfice moral. C'est dans cet esprit que M. DALADIER écrivait, sur notre demande, à son collègue de l'Intérieur, le 19 Août 1937 la lettre ci-après :

---

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE  
ET DE LA GUERRE REPUBLIQUE FRANCAISE  
Etat-Major de l'Armée

2° Bureau Paris , le 19 août 1937  
Section de Centralisation  
des Renseignements  
N° 5544 2 - S.C.R.  
B.M.A.

Le MINISTRE de la DEFENSE NATIONALE et de la GUERRE

à  
Monsieur le MINISTRE de l'INTERIEUR  
- Cabinet -

L'E'tat-Major de l'Armée a fait établir par son service de Renseignements le bilan des résultats obtenus par la Sûreté Nationale, dans le domaine du contre-espionnage au cours du Premier semestre 1937.

Le nombre des arrestations opérées pour infraction à la Loi du 26 Janvier 1934, est sans précédent et dépasse toute attente. En particulier, l'offensive prise par la Sûreté Nationale, en collaboration avec la Section de contre-espionnage du Service des Renseignements contre les entreprises des services Allemands en France, a porté un coup sensible à ces derniers : elle a permis de les démasquer, de les situer et d'éliminer leurs principaux agents.

Ces brillants résultats sont dus par dessus tout au magnifique allant, à la science et au dévouement apportés par les fonctionnaires du Contrôle Général de la Surveillance du Territoire sous la haute direction de Monsieur CASTAING, à la poursuite d'un des buts essentiels de la Défense Nationale.

Ils ont été rendus possibles par l'opportune réorganisation des services de contre-espionnage et par l'adaptation résolue de méthodes de travail nouvelles à l'audace croissante et aux



procédés modernisés des Services Etrangers.

Il m'est particulièrement agréable de porter à votre connaissance l'extrême satisfaction que ces constatations m'ont procurée, et je vous serais reconnaissant de bien vouloir en transmettre l'expression très vive aux fonctionnaires de la Sûreté Nationale collaborant avec les Services spéciaux de mon Département.

Signé : DALADIER

---

C'est en temps de guerre que sont nées les véritables difficultés : elles dépassaient à la vérité le cadre de nos attributions puisqu'elles atteignaient directement, en la diminuant, l'autorité des Généraux commandant de Région qui étaient privés, par la volonté du Gouvernement, d'une partie de leurs moyens. Leur collaboration a été généralement difficile avec les Préfets, qui, maîtres en temps de paix de leur département, n'estimaient pas nécessaire de se dépouiller de leurs pouvoirs de police comme le voulait la Loi de 1849. " L'assouplissement " de l'état de siège prescrit par le Gouvernement a entravé l'action des Commandants de Région, qui paraissent avoir, dès le début d'une guerre sans opérations, été soupçonnés d'abuser de leur toute puissance conférée par la Loi.

Il ne faut pas oublier non plus que la lutte contre les agissements du parti communiste, dans l'Armée et même en temps de guerre, n'appartenait plus, depuis 1934, aux services du contre-espionnage de l'Etat-Major de l'Armée. Seul le Cabinet du Ministre était qualifié pour en traiter avec le Ministère de l'Intérieur.

Aussi bien, si le territoire national avait été, à la veille de la guerre, soigneusement expurgé, il n'est pas douteux que les services allemands, italiens et russes purent " injecter " de nouveaux agents dès les premiers jours de la mobilisation. A plusieurs reprises, j'ai protesté contre ces facilités qui leur étaient maintenues et que justifiait, aux yeux des autorités civiles, la forme inattendue de la guerre. Néanmoins, la lutte contre leurs agissements a été fructueuse et les arrestations si nombreuses en 1940 que les entreprises de l'espionnage et du sabotage ont été beaucoup plus limitées que pendant la guerre de 1914-1918.

On a beaucoup parlé, il est vrai, au cours des opérations, de l'intense activité d'une " cinquième colonne ". A la vérité, parachutistes et cinquième colonne en France n'ont été qu'une des armes les plus utiles de la propagande allemande. Ainsi pendant les huit premiers mois de la guerre, on a fait croire en France- que le "traître de Stuttgart" était si bien renseigné qu'il annonçait aux auditeurs les détails les plus précis de leur vie quotidienne. Cette psychose collective devenait inquiétante au point que le Service a dû élever une protestation auprès du Cabinet du Ministre.

La propagande allemande qui s'attaquait au moral ne réussissait que trop bien à faire douter les Français d'eux-mêmes. Son succès indéniable n'était possible dans un pays de froide raison, la patrie de Descartes et de Pascal, que parce que vingt années d'après guerre avaient dangereusement désaxé les esprits. Il avait été soigneusement préparé par l'effritement quotidien du moral que des publications de toute nature, des conférences, des mots d'ordre, avaient systématiquement entretenu.

Si l'espionnage avait des objectifs précis, la propagande étrangère, infiniment perfide, n'avait pas moins bien défini ses buts. Petite cousine de l'espionnage, elle a été aidée, dans son action sournoise, par certains Français, trop nombreux hélas ! dont le snobisme exigeait qu'ils fussent

plus internationaux que patriotes. Mal armés pour une lutte contre ce mal redoutable qui était en marge de leur activité, mes services ont établi et transmis les dossiers édifiants de certains agents français de cette propagande criminelle, ceux-là mêmes qui furent jugés pour trahison après 1945 et que nous avons démasqués avant la guerre. Mais notre cri d'alarme avait été mal entendu ! Trop de personnages puissants risquaient alors d'être compromis et, dans une société où il était de bon ton de flirter avec tout ce qui n'était pas Français pur sang, il était malaisé d'apporter la preuve de leurs agissements intéressés. La décomposition du moral français, hâtée par la propagande étrangère, à la veille de la guerre, a été une des causes essentielles de la défaite.

Dans un climat aussi peu favorable, la lutte contre la trahison ne pouvait qu'être difficile : la France, pendant de trop longues années, avait été un véritable laboratoire d'espionnage. Il n'était cependant que de vouloir : à la veille du conflit la réorganisation du contre-espionnage avait rendu le Pays plus sain et plus propre. A l'armistice, les Allemands - cependant tout puissants - ne parvinrent pas à briser l'outil que nous avons forgé : souple et solide, entre les mains d'une équipe merveilleusement dynamique, il devait être assez adroitement manié pour que, malgré tant de difficultés, une lutte impitoyable soit victorieusement poursuivie contre tous les agissements de l'ennemi jusqu'au moment tant attendu où sera libéré notre " clair pays de France " .

---

## Organisation des Services Spéciaux français en 1939

Category: 1935-1940,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Colonel Paul Paillole,Comment les Services Spéciaux français étaient-ils organisés ?,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Guy Schlessler,Général Louis Rivet,Henri Frenay,Renseignement,Services allemands,Services français  
29 octobre 2021

Au cours du Congrès 1973 à Paris, les Anciens des Services Spéciaux membres de l'Amicale effectuent un ultime pèlerinage au 2 bis. Avenue de Tourville, pour les locaux du P.C. du Service de Renseignement et de Contre-Espionnage de 1932 à 1940, avant que les bâtiments du 2 bis ne disparaissent.

Bref rappel historique à propos du Service de Renseignement et de Contre-Espionnage Français.

C'est en 1932 que ce Service a quitté son ancien P.C. au 175, rue de l'Université pour s'installer au 2 bis de l'Avenue de Tourville

### **L' organisation du Service a la veille de la guerre de 1939 :**

*Au rez-de-chaussée :*

**Le Chef de Service :** Colonel RIVET et son Adjoint : Lieutenant-Colonel MALRAISON.

**Administration** : Colonel BERGEAT, puis Commandant MARANDEY.

**Sections Géographiques du S.R. :**

Section Allemagne : Commandant PERRUCHE, puis Commandant NAVARRE, Capitaines GASSER, BURLEREAU, MERCIER.

Section U.R.S.S. : Commandant JOSSE, M. DELIMARSKI.

Section Midi : Commandant CURET, Capitaine LE TROTTER.

Section « NEMO » : Capitaine CAZIN D'HONONCTUN, Lieutenant LOCHARD.

Section M.G./Avia :

- *Branche M.G.* : Commandant BROCHU, Lieutenant POITOU.

- *Branche Avia* : Commandant FERRAND, puis Lieutenant-Colonel RONIN.

*Au 1er Etage :*

**Le Contre-Espionnage (S.C.R.) :**

**Chef** : Commandant SCHLESSER. et son Adjoint : Capitaine PAILLOLE.

Section Allemande : Capitaine BONNEFOUS, Lieutenants ABTEY et DARBOU.

Section Italienne : Capitaines OLLE LAPRUNE, et BRUN.

Section « Sécurité » : Capitaine DEVAUX

Points Sensibles : Capitaine POMMIES.

Encres sympathiques : DEVAUX (Daniel). Capitaine ARNAUD.

**Section « Menées Révolutionnaires »**

Commandant SERRE, Capitaine JACQUOT.

*(Cette Section sera détachée au Cabinet du Ministre de la Guerre )*

**Le Chiffre :**

Commandant BERTRAND.

**Courriers extérieurs :**

Le P.C. du 2 bis actionnait 7 Postes sur le territoire national et de nombreux Postes à l'étranger (Attachés militaires adjoints). Les Postes sur le territoire national étaient :

**1°** Le Poste de LILLE ou Bureau d'Etudes du Nord-Est (BENE). Chef : Commandant DARBOU. Adjoint : Capitaine BERNIER. Officier C.E. : Capitaine BERTRAND.

En 1939, ce Poste allait être renforcé par plusieurs Officiers dont le Lieutenant-Colonel Robert DUMAS, auteur de la série des « Capitaine BENOIT » et le Lieutenant RIGAUD.

**2°** Le Poste de METZ ou Bureau d'Etudes Régionales Militaires (B.R.E.M.). Chef : Colonel MANGES, puis Colonel KUNMUNCH. Adjoint : Commandant du CREST de VILLENEUVE.

S.R. : Capitaine LAFON. C.E. : Lieutenant DOUDOT, M. KLEIN.

**3°** Le Poste de BELFORT ou Service des Communications Militaires ( S.C.M. ).

Chef : Commandant LOMBARD. Adjoint : Capitaine SEROT.

C.E. : Capitaine HUGON, M. JOURDEUIL.

**4° MARSEILLE**

Chef : Commandant BARBARO.

C.E. : Capitaine GUIRAUD- (Georges HENRY).

Antenne de Nice : Capitaine GALLIZIA.

5° TOULOUSE (créé en 1937).

Chef : Commandant LULLE DES JARDINS.

C.E. : Capitaine d'HOFFELIZE (DOBRE).

6° ALGER

Chef : Commandant DELOR.

7° TUNIS

Chef : Commandant NIEL.

Les Renseignements collectés par le « 2 bis » étaient transmis pour exportation au 2em Bureau de l'E.M.A. dont le Chef était le Colonel GAUCHE, avec comme Adjoint le Commandant BARIL et comme Chef de la Section Allemande le Capitaine CAROLET.

---

Au cours de la Guerre de 1939- 40, un certain nombre de changements devaient intervenir et notamment le repli du Poste de METZ sur Paris et la création d'un P.C. avancé dit P.C. Victor à GRETZ (Seine-et-Marne) afin de se rapprocher du Q.G. du T.O. Nord-Est du Général GEORGES.

Le Président National rappelle ensuite les grandes lignes de l'évolution de nos Services après la débâcle de Juin 1940 :

- La décision du Colonel RIVET de poursuivre la lutte après l'Armistice ;
- La mise en place dès le 1er Juillet 1940 des postes clandestins S. R. et T.R. ;
- La création en Octobre des B.M.A. avec leur aspect officiel et leur rôle de couverture, de protection et de fournisseur des postes clandestins. A ce propos, le Colonel PAILLOLE s'élève une fois de plus contre toutes les idées fausses ou malveillantes qui ont encore cours de nos jours sur le rôle joué par les B.M.A., y compris même dans une récente interview de M. Henri FRENAY dont le remarquable livre « La Nuit finira » rend pourtant très objectivement hommage à l'action de nos Services.

Le 24 Août 1942, le Service M.A. est dissous et remplacé par un « Service de Sécurité Militaire » dont le Commandant PAILLOLE prend la direction, cependant que le Commandant LAFON alias VERNEUIL lui succède à la tête du T.R.

Ce sigle S.S.M. est maintenu lorsque le Colonel RIVET recrée à ALGER, après les événements de Novembre 1942, le P.C. du Service sous la nouvelle appellation de D.S.R.-S.M., le S.R. étant coiffé par le Colonel du CREST de VILLENEUVE et le S.S.M, par le Colonel CHRETIEN, en attendant que le Commandant PAILLOLE rejoigne l'Afrique du Nord au début de Janvier 1943:

Puis s'ouvre malheureusement, en marge du conflit GIRAUD - de GAULLE, une guerre des Services entre le D.S.R.-S.M. et le B.C.R.A. Le Général GIRAUD confie au Général RONIN la Direction des Services Spéciaux, D.S.S., puis en Septembre 1943, un compromis intervient avec la nomination à la tête d'une nouvelle Direction coiffant la D.S.R.-S.M. et le B.C.R.A., du Général de Division Aérienne COCHET. Ce dernier démissionne le 20 Novembre 1943.

Enfin, le 27 Novembre 1943, c'est la création d'une Direction Générale des Services Spéciaux D.G.S.S. avec à sa tête M. Jacques SOUSTELLE, candidat du B.C.R.A.

A partir de ce moment débute l'absorption de l'ancien S.R. par le B.C.R.A. avec comme conséquences le départ du Colonel RIVET, promu Général le 13 Avril 1944, du Colonel du CREST de VILLENEUVE et d'autres officiers.

Le S.S.M. subsiste néanmoins, participe comme tel à la Libération, grâce en particulier au S.S.M. Précurseur monté en France par le Colonel NAVARRE, et ne sera touchée qu'en Novembre 1944.

A ce moment intervient une nouvelle réorganisation d'inspiration politique. Le Service de Sécurité Militaire est scindé en deux, cependant que le Colonel PAILLOLE démissionne :

- La S.M. proprement dite confiée au Colonel LABADIE se trouve rattachée au Ministère de la Guerre ;
- Une Direction des Services de Documentation, avec à sa tête le Colonel CHRETIEN, est maintenue au sein de la D.G.E.R. (organisme qui a succédé à la D.G.S.S.).

La nouvelle S.M. s'installe d'abord Boulevard Haussmann, dans un immeuble réquisitionné ; elle ira plus tard réoccuper les locaux du 2 bis Avenue de Tourville et aura à sa tête le Colonel SEROT, avant que celui-ci ne parte pour le Moyen-Orient où, le 18 Septembre 1948, il tombera aux côtés du Comte Bernadotte sous les balles des tueurs du Groupe Stern.

...

Le Colonel PAILLOLE rappelle brièvement les fondements de base du fonctionnement des Services Spéciaux avant et pendant la Guerre de 1939-1945.

**Avant la guerre**, le Décret Ministériel de Février 1938 fixait les attributions respectives en matière de sécurité du Ministère de la Guerre et du Ministère de l'Intérieur.

- Le Ministère de la Guerre avait à sa charge la recherche du Renseignement et le Contre-Espionnage hors des frontières du territoire national.
- Le Ministère de l'Intérieur avait les mêmes attributions sur le territoire national, d'où la création d'un Service spécialisé dit de « Surveillance du Territoire » avec à sa tête le Contrôleur Général CASTAING ....

**En temps de guerre**, les attributions respectives de l'autorité militaire et de l'autorité civile étaient régies par la Loi de 1889 sur l'Etat de Siège. L'Autorité Militaire étant investie des devoirs de police, un certain nombre de bureaux spécialisés (B.C.R.) devaient être créés sur le territoire utilisant le concours de la Police par voie de réquisition.

**Au cours de la Guerre 1939-1940**, le Territoire fut divisé en 2 zones : la zone des Armées et la zone de l'Intérieur, avec des juridictions différentes.

..., Après avoir évoqué la situation spéciale de la zone non occupée de l'Armistice de 1940 à Novembre 1942, le Colonel PAILLOLE s'arrête plus longuement sur le cas de l'A.F.N. au lendemain du débarquement allié.

Dans cette partie du territoire national ayant pleinement recouvré sa souveraineté et érigée en « Zone des Armées », l'Autorité Militaire avait les devoirs de police qu'il incombait à la D.S.M.

de mettre en application.

Le terrain avait déjà été préparé dès 1940 sous le « proconsulat » du Général WEYGAND grâce au Colonel CHRETIEN et au Colonel NAVARRE, Chef du 2e Bureau. Toutefois, il y avait encore de nombreuses lacunes dues en particulier à l'absence des Services Centraux.

Implantée à Alger, la D.S.M. est devenue rapidement un Service très important, à la fois en Afrique du Nord et en Métropole occupée, grâce au S.S.M. Précurseur du Colonel NAVARRE. **C'est ce qui a permis d'obtenir des Alliés que la sécurité sur le territoire national incombe à la Libération à l'Autorité Française.**

---

## **Les services avant guerre 1921-1925- n 81-1973**

Category: 1900-1930,1ère Guerre Mondiale (1914-1918),Affaire Ben Barka,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Renseignement,Services allemands,Services français

29 octobre 2021

### **NOS SERVICES AVANT GUERRE : LA MAISON 1921-1925 par le Général MERSON**

*Commentaire de l'AASSDN : De notre Grand Ancien, notre Vénéré Doyen, nous avons reçu un remarquable exposé sur ce que furent nos Services avant-guerre. L'organisation qu'expose avec clarté le Général MERSON ne fut guère modifiée par la suite, au moins jusqu'en 1934, date du transfert des Services du 75 de la Rue de l'Université au 2 bis, Avenue de Tourville. Nous remercions vivement le Général MERSON de cette contribution à l'HISTOIRE. Notre Doyen donne ainsi l'exemple de ce que devraient faire tous ceux d'entre nous dont les souvenirs peuvent contribuer à enrichir le patrimoine des Services Spéciaux de la Défense Nationale.*

### **LES MOYENS**

*Personnel :*

- Un chef.
- 17 officiers dont chacun a le rendement de trois types ordinaires.
- 2 sous-officiers
- 2 civils (un juriste, un technicien).
- 2 plantons.
- 4 dactylos du cadre officiel.
- Notre concierge qui filtrait les visiteurs avec une remarquable astuce.
- Ma secrétaire qui me rendit les services d'un excellent officier d'état-major,

### *Matériel :*

Une voiture.

- Un appareil de reproduction appelé Photo-Stat. Débit : un exemplaire toutes les minutes et demie.
- Un récepteur radio très volumineux.
- Trois semblables pour les trois grands postes sur l'Allemagne.
- Quelques E.R. 17 confiés à certains agents et certaines antennes.

### *Budget :*

Dix millions par an qu'il fallait mendier au rapporteur général du Budget, M. CALARY DE LAMAZIERE, un fort aimable homme.

En outre, un gros reliquat d'argent de la guerre 14-18, que LAINEY avait placé, donnait un revenu appréciable.

*Locaux :* Une maison située au 75 de la rue de l'Université, attenante au Ministère de la Guerre. Les bureaux étaient misérables, presque sordides.

## **L'ORGANISATION**

Solide et souple ; vaste aussi malgré l'indigence des moyens.

C'était l'oeuvre du Colonel LAINEY, à qui nous devons cet hommage. Cet homme avisé, dynamique, astucieux, n'était jamais si content que lorsqu'en présence d'un obstacle, il pouvait dire : « On va lutter ». Il eut aussi le mérite d'établir des relations cordiales et utiles avec les services anglais, belges, voire suisses et espagnols. Enfin, c'est lui qui inventa RIVET.

### **Deux sections :**

Section de renseignements et S. C. R. (Section de Centralisation des Renseignements, qui n'était autre que le contre-espionnage).

LAINEY coiffait les deux sections; j'étais chef de la S.R. LAINEY qui fut atteint dès 1922 de la grave maladie qui devait l'emporter bientôt et je dirigeai le Service pendant 3 ans.

Section des renseignements :

- Section administrative (personnel, matériel et caisse) ;
- Section allemande ;
- Section russe ;
- Section italienne couvrant la Méditerranée, le Proche et Moyen - Orient ;
- Section anglaise couvrant l'Empire britannique et le reste ;
- Section M. G. (matériel de guerre) explorant les armements dans le monde.

Contre espionnage. :

3 officiers travaillaient en liaison avec la Sûreté dont le Directeur, M. MARLIER, avait constitué une brigade spécialisée : le Commissaire principal DUCLOUX, avec 10 inspecteurs triés sur le volet. L'entente était parfaite.

Un téléphone direct, soi-disant à l'abri des écoutes, reliait mon bureau à celui de M. MARLIER.

A l'extérieur :

- Sur l'Allemagne : trois postes bien outillés à Aix-La-Chapelle (MANGES), Mayence (SCHULTZ), Stasbourg (KOLTZ puis ROUX) splendidement dirigés.

- Sur l'U.R.S.S. : un poste à Varsovie avec RIVET, des antennes à Bucarest et Istanbul.
- Sur l'Italie : deux postes à Nice et Chambéry.

Des antennes disséminées sur la planète.

Au total, une quarantaine d'officiers sous différentes couvertures.

Le Quai d'Orsay nous abritait, non sans appréhension, dans une dizaine de consulats.

Ayant constaté un vide sur la mappemonde, je créai un Service d'Extrême-Orient, avec la complicité des Messageries Maritimes. Le chef était installé à Singapour et travaillait surtout sur le Japon, mais essaimait sur tout le Pacifique.

Nous avions partout dans le monde un grand nombre d'honorables correspondants.

## **FONCTIONNEMENT**

Officiellement, les deux sections S. R. et S. C. R. dépendaient du 2e Bureau de l'Etat-Major de l'Armée. Pratiquement, nous ne dépendions de personne. Nous ne recevions ni ordres, ni instructions de quiconque.

Le chef des sections avait accès auprès du sous-chef d'Etat-Major et du chef d'Etat-Major de l'Armée, également auprès du Ministre. J'accédais au bureau de M. MAGINOT par un dédale de couloirs et un escalier dérobé.

Les papiers que LAINEY ou moi ne croyons pas pouvoir signer étaient généralement soumis à la signature du sous-chef d'Etat-Major, Général MAURIN, puis Général HERGAULT, qui nous soutenaient toujours très efficacement.

Il n'existait pas de plan de recherche. Nous avions établi nous-mêmes un ordre d'urgence.

Faute d'ordres, nous recevions de nombreuses demandes de toute origine. M. POINCARE nous chargea d'une enquête du genre contre-espionnage. M. BARTHOU, Ministre des Affaires Etrangères, me demanda une petite équipe pour l'accompagner dans une Conférence internationale qui se tenait à Gênes.

L'Air, qui n'avait pas de S.R., s'adressait à nous. Le S.R. Marine était si pauvre qu'il nous appelait à l'aide ; il s'intéressait surtout à la Royal Navy.

La section du chiffre nous demandait des codes étrangers; le Génie des renseignements sur les équipages de ponts allemands; le Service des Poudres des informations d'ordre chimique, etc...

Nous donnions nous-mêmes peu d'ordres.

Nous choisissons pour diriger les postes et les antennes des officiers capables d'initiatives raisonnables. Ils recevaient parfois une « note d'orientation ».

La répartition des fonds était faite très soigneusement d'après les urgences et modifiée selon les circonstances internationales.

La Centrale manipulait elle-même un petit nombre d'agents. Parmi eux, un as ! M. GALTIER-BOISSIERE, dans son journal Le Crapouillot, a donné des précisions fantaisistes sur ce personnage. J'en dirai quelques mots.



Rodolph DAHLMANN, officier allemand chassé de son armée pour divers méfaits, avait conservé pour son pays et son armée une véritable haine. Il s'était mis à notre service pour assouvir sa rancœur et aussi pour gagner de l'argent. Il nous a servis loyalement pendant quarante ans sous le nom de VON KOENIG, puis sous le nom de LEMOINE. Il était encore en service en 1939. Rivet l'employait alors à la fabrication de faux papiers et à diverses missions de contact. REX, comme nous l'appelions, était homme de grandes ressources.

Il acceptait n'importe quelle mission et je ne l'ai jamais vu échouer. Il n'avait pas son pareil pour acheter les consciences. Il aurait fait disparaître Ben Barka sans le moindre bruit. MENZIES ne cessait de nous mettre en garde contre lui. Je crois qu'il en avait très peur.

Un autre agent m'a laissé un souvenir personnel. C'était un Arménien qui travaillait sur les Balkans. Ses informations étaient intéressantes, mais exigeaient un contrôle sérieux confié à un ami, M. Elie BOIS, expert en la matière. Ce gaillard m'annonça un jour que l'O.R.I.M. (Organisation Révolutionnaire pour l'Indépendance de la Macédoine) m'avait condamné à mort pour m'être mêlé de ses affaires. Je n'en crus rien. Le fait est que je me suis promené en Macédoine en 1939 et qu'il ne m'est rien arrivé.

Quant au contre-espionnage, les officiers de la S. C. R. travaillaient en liaison avec M. DUCLOUX et sa brigade. Ils traitaient eux-mêmes un petit nombre d'affaires auxquelles nous ne voulions pas mêler la police. Entre autres, l'enquête demandée par M. POINCARE, qui était longue, difficile, coûteuse et m'agaçait. Je tenais M. MAGINOT au courant de ses progrès. Mes chefs militaires ignorèrent tout de cette affaire ainsi que de l'intervention de M. MUSSOLINI que j'ai racontée dans un Bulletin.

## **LES RESULTATS**

Je crois pouvoir dire que le travail était bien fait. Certes c'était un jeu d'enfants en comparaison des exploits de 1939-45, mais il y avait quand même des difficultés et des catastrophes à réparer presque quotidiennement.

Sur l'Allemagne, nous suivions exactement le travail de VON SEECKT, malgré l'Abwehr que la défaite n'avait nullement abattue et qui nous portait parfois des coups sévères. Lorsque je quittai le Service en 1925, la Reichwehr en était au détriement de ses divisions.

L'U.R.S.S., à l'époque, se défendait très mal ; nous étions en possession de toutes les circulaires de FROUNZE, le VON SEECKT russe, à qui l'Armée rouge doit beaucoup.

Quant à l'Italie, c'était un plaisir. Nous reçûmes un jour une note secrète adressée par le Ministère de la Guerre aux commandants de Corps d'armée, et nous la reçûmes avant le Corps d'armée de Bari. Le reste du monde était exploré suffisamment.

Les résultats du contre-espionnage étaient satisfaisants. Là aussi il y eut deux très beaux coups.

L'un concernait le Colonel BECK ; je l'ai relaté dans un précédent Bulletin. L'autre, il vaut mieux l'oublier.

Quant à l'enquête pour M'. POINCARE, elle donna des résultats contraires à ceux que souhaitait le Président du Conseil.

---

# Hommage à Marco, alias Guy JOUSSELIN de SAINT-HILAIRE

Category: Extraits de bulletin, Renseignement  
29 octobre 2021

Deux semaines après son épouse, décédée le 11 décembre dernier, notre ami Guy de Saint-Hilaire nous a quittés, discrètement, le jour de Noël.

Administrateur en chef de la France d'Outre-Mer, il avait créé en 1943 et dirigé le réseau Marco du S.R. Kléber. Il était Membre d'Honneur de l'A.A.S.S.D.N. après en avoir été le Commissaire aux Comptes et l'un de ses administrateurs.

A la messe concélébrée en la Chapelle de l'École Militaire par l'Abbé Lapouge, assistaient parmi ses nombreux amis, des représentants : - De l'O.R.A., dont le Général Roidot, Vice-Président délégué. - De la F.A.R.R.E.F.C., avec son Président M. Duval et Mme Letty-Mouroux, Secrétaire générale. - Des médaillés de la Résistance et leur Vice-Président, le Colonel de Lalande. - De l'A.A.S.S.D.N. dont la délégation était conduite par Michel Thoraval - Et les porte-drapeaux de l'O.R.A., des médaillés de la Résistance et de l'A.A.S.S.D.N.

A la fin de l'office religieux, son glorieux passé dans la clandestinité a été retracé par M. Jean Huteau du réseau Marco, au nom du Colonel Lochard, dit " Lucien ", dernier chef du S.R. Kléber, et des compagnons de celui qu'ils appelaient alors Joyeux : Marco.

*Éloge de " Marco "*

" Le jour de Noël, quelques jours après son épouse, Guy de Saint-Hilaire est décédé. A leurs familles, si cruellement éprouvées, je renouvelle mes condoléances et toute ma sympathie.

...Guy de Saint-Hilaire avait dès l'Armistice de 1940, milité contre la puissance occupante. Sous le couvert de Secrétaire général pour la lutte contre le chômage dans la zone dite libre, il avait participé au service de camouflage du matériel du Commandant Mollard. Finalement brûlé à Vichy, il était, fin septembre 1943, parti via l'Espagne pour Alger où il s'était mis immédiatement à la disposition du S.R.

Il accepta de revenir en mission en France occupée où un sous-marin le déposa sur la Côte de Provence le 24 octobre 1943.

Après avoir pris contact avec la direction du S.R. Kléber (Commandant Bertrand et Capitaine Lochard), il gagna Paris où il devait prendre contact avec deux officiers survivants du poste de Paris. Malheureusement, entre temps, ceux-ci avaient été à leur tour arrêtés et Guy de Saint-Hilaire se retrouva seul à Paris à la fin de décembre 1943.

Avec un courage et une ténacité qui étaient des composantes de son caractère, grâce à son intelligence et à son charisme, grâce aussi à l'aide de ses relations et en particulier du Général

Revers, chef de l'O.R.A., il créa de toutes pièces le réseau Marco. Il était composé d'éléments de valeur, d'hommes et de femmes sûrs, qui étaient entièrement dévoués et profondément attachés à leur chef.

Le réseau Marco rendit dans la période cruciale de 1944 qui précéda le débarquement des services éminents à la cause de la Libération.

Ceux qui ont connu Guy de Saint-Hilaire garderont le souvenir d'un homme de qualité supérieure, d'un homme hors du commun. Adieu Marco “.

*Puis notre Président national délégué lut L'hommage du Colonel Paillole “*

Des deux phases de l'action patriotique de Guy de Saint-Hilaire de 1940 à 1944, je ne sais la plus méritoire.

La première, la plus longue, la moins brillante mais non la moins exemplaire, est celle de juillet 1940 à août 1943 où le fonctionnaire rebelle met à profit les institutions d'État pour multiplier les actes de résistance à l'occupant et aux lois scélérates.

Recherché, il s'évade par l'Espagne et rejoint Alger fin septembre 1943. Le besoin d'action le dévore. La lutte clandestine l'appelle. Négligent les dangers d'un retour en France, il accepte d'aller au secours de notre réseau de renseignement Kléber, décimé dans la région parisienne.

C'est la 2e phase de son action en métropole. Elle sera brève, de novembre 1943 à la Libération, mais stupéfiante d'efficacité. Sous le pseudonyme de Marco, Guy de Saint-Hilaire, à peine initié au métier de la recherche, va pleinement assumer sa mission et l'étendre ensuite à la zone Nord-Ouest pour pallier les défaillances du réseau Kléber.

Je n'ai pas la prétention de détailler une telle oeuvre. Il l'a fait lui-même dans un rapport qui enrichit l'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale. Pourtant, j'ai à coeur d'évoquer deux souvenirs: A Alger, le 23 octobre 1943 vers 16 heures, j'assure l'embarquement de Guy de Saint-Hilaire sur le sous-marin " La Perle ". Il doit le déposer sur la côte varoise et y trouver mes camarades pour l'acheminer vers une destinée dont je sais tous les risques. Calme, souriant, il me serre longuement la main comme pour me rassurer sur la force de sa détermination. A Londres, le 4 juin 1944 au petit matin, j'accueille le Chef du réseau Kléber, le Commandant Gustave Bertrand arraché de France par un avion britannique. Il me remet un énorme courrier préparé par son adjoint le Capitaine Lochar. Une heure plus tard, le Colonel Scheen, Chef du 2e Bureau du Général Eisenhower dépouille avec moi la masse des documents. Il en émerge un ordre de bataille, détaillé et précis, de la Wehrmacht de l'embouchure de la Seine à la Normandie. A 48 heures du débarquement, nos alliés peuvent miraculeusement vérifier et compléter leurs connaissances sur le dispositif défensif ennemi.

Ce travail, digne de professionnels était l'oeuvre de " Marco ". Il honore ceux qui, avec lui, se sont lancés à corps perdu dans la bataille de France. Scrupuleux, soucieux de voir reconnus les mérites de ses compagnons, Guy de Saint-Hilaire n'a cessé depuis la Libération de les mettre en valeur. Homme de coeur, il a maintenu avec eux ces liens affectifs puissants noués dans l'épreuve de la Libération. Ce n'est pas la moindre de ses qualités.

Très attaché à notre association, passionné par notre combat pour la Vérité historique, il lui a apporté le concours permanent de sa pensée rigoureuse et sage.

Rendre hommage à un tel compagnon, dont la distinction séduisait, est le triste privilège de mon âge. Hélas, il a ses rudes contraintes et mon éloignement de ce cercueil en est la plus pénible ". Ne pouvant assister à ses obsèques, le Général de Boissieu a tenu à rappeler, dans une lettre adressée à son fils, le rôle éminent du Capitaine Guy de SaintHilaire dans la Résistance et les opérations de la Libération. L'A.A.S.S.D.N. conserve le souvenir de son grand Ancien et exprime à sa famille ses plus sincères condoléances.

---

## **1940-1942 : Réseaux militaires clandestins et Bureaux des Menées Antinationales**

Category: 1940-1944 : Résistances en France, 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Colonel Paul Paillole, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Général Louis Rivet, Henri Frenay, L'action des services avant et après 1942, Les rapports avec les autres réseaux, Lieutenant Colonel Perruche, Où étaient les agents des Services spéciaux avant 1942 ?, Place des Services spéciaux dans la résistance de l'armée (ORA...), Pourquoi la résistance des Services spéciaux est-elle si mal connue ?, Quand a débuté la résistance des SR ?, Quels rapports des SR avec Vichy ?, Renseignement, Services allemands, Source MAD  
29 octobre 2021

### **CETTE SACRÉE VÉRITÉ...**

*Soucieux de dissiper bien des malentendus, des confusions et des jugements sommaires, hâtifs et souvent partiels formulés à propos de l'action clandestine menée par les services spéciaux militaires de juin 1940 à la fin de l'année 1942, le Colonel Paillole nous livre ici le témoignage vivant de cette époque si contrastée, si controversée aussi et fait sortir de la nébuleuse des premières années de la résistance, le rôle joué par ses camarades et le sacrifice de nombre d'entre eux.*

C'est encore et toujours la présentation inexacte, incomplète de l'opposition des militaires à l'oppression nazie de 1940 à 1942 qui m'incite à revenir sur un sujet que j'ai maintes fois traité. Je supporte mal l'image confuse qui est donnée de leur résistance et l'exploitation malveillante qui en résulte. Nous avons, moi le premier, notre part de responsabilité dans cet état de fait: trop de timidité, d'humilité, mais aussi et surtout, en face des exigences de l'HISTOIRE, une conception étriquée du devoir de réserve, pas toujours exempte de suffisance. Je serais satisfait si l'exposé qui va suivre limité au travail de nos réseaux clandestins et des Bureaux Menées Antinationales (B.M.A.) permettait une vue plus claire, une compréhension plus complète et juste de leurs rôles et actions respectives.

Les militaires dans la résistance de 1940 à 1942 N'en déplaise aux irréductibles détracteurs de l'armée et à leurs complices médiatiques, il est désormais établi que les premiers actes de

résistance à l'occupant, fin 1940, sont pour la plupart d'initiatives militaires.

On peut les classer schématiquement en trois groupes: - L'opposition à l'ennemi mais aussi au pouvoir de Vichy. La plus salubre pour la FRANCE fut celle du Général de Gaulle. Elle reste dans l'HISTOIRE, le symbole du patriotisme et de l'honneur. Il y en eut d'autres diversement développées, la plus marquante étant celle de mon ancien de Saint-Cyr et ami Henri Frenay.

- Les réseaux clandestins issus du 5e Bureau de l'E.M.A.. Ils vont poursuivre leurs missions de recherche et de contre-espionnage contre l'Axe en marge des autorités vichyssoises.

- La résistance de l'armée de l'armistice orientée par les premiers chefs, Weygand, Frère, Verneau, du Vigier, Baril, etc.. dans un esprit de revanche et la préparation en secret d'une participation aux opérations alliées de libération. Ainsi naquirent dans les zones libres (métropole et A.F.N.) des institutions plus ou moins confidentielles et éphémères : camouflage du matériel (C.D.M.), mobilisation clandestine, section secrète du 2e Bureau de l'E.M.A. et Bureau des Menées Antinationales (B.M.A.). Je n'oublie pas les tribunaux militaires qui surent réprimer de 1940 à 1942 les entreprises des services spéciaux de l'Axe et de leurs auxiliaires.

Naissance et caractéristiques des réseaux militaires clandestins

Le 26 juin 1940 à 18 heures, le Colonel Rivet et les cadres du 5e Bureau de l'E.M.A. dissous, font le serment à Bon Encontre (près d'Agen) de poursuivre en secret leur contrat. Le même jour à Brax (près de Toulouse) le personnel de ce 5e Bureau fait le même serment en présence du Colonel Malraison, adjoint du Colonel Rivet. Le 27 juin 1940, nous tirons les premières conséquences de cette résolution:

1 - La poursuite de la lutte est en opposition aux clauses de l'armistice. Elle exigera une organisation et des actions secrètes, hors des institutions officielles. Elles seront indépendantes d'elles.

2 - Secret et sécurité imposent un cloisonnement rigoureux entre nos spécialistes: renseignement proprement dit, contre-espionnage, sécurité. C'est l'éclatement de nos services centralisés d'origine dans le 2e Bureau (S.R. - S.C.R.) et le 5e Bureau. C'est l'obligation de créer des réseaux indépendants.

3 - Des cadres volontaires de ces réseaux d'active ou de réserve, seront en dehors de l'armée, en congé d'armistice ou bénéficiaires de contrats spéciaux ménageant leur avenir.

4 - Les moyens financiers et matériels de l'ex 5e Bureau seront répartis entre les réseaux. La réserve de fonds secrets est importante et suffira largement aux besoins immédiats de l'ensemble clandestin.

5 - Chaque chef de réseau reprendra contact avec son homologue de l'I.S. La liaison centrale radio avec Londres sera rétablie au sud de Royat.

6 - Des contacts et des accords seront pris avec l'ambassade des États-Unis à Vichy et la légation du Canada, pour assurer la transmission aux alliés des informations recueillies par nos réseaux. Des liaisons seront établies par chaque réseau avec les représentants alliés en pays neutres: Berne, Madrid et Lisbonne.

Ainsi vont naître en juillet 1940 nos réseaux clandestins, homologués à la libération et à partir de cette date dans les Forces Françaises Combattantes (F.F.C.). KLÉBER : Lieutenant-Colonel Perruche - P.C. à Vichy et Royat sous la couverture d'un " Office du Retour à la Terre ".

SSM/F/TR : Commandant Paillole - P.C. à Marseille, boulevard de la Plage sous la couverture de " l'Entreprise des Travaux Ruraux ". (T.R. : appellation initiale du réseau).

S.R. Air: Colonel Ronin - P.C. à Cusset avec radio spécifique avec l'I.S. à Londres.

Naissance et caractéristiques des B.M.A.

L'organisation clandestine se substitue de la sorte à la défunte institution officielle de défense. Son caractère révolutionnaire ne nous échappe pas plus que ses conséquences et ses risques. Dès lors, nos réflexions se portent sur le devenir de l'armée et ce que nous devrions en attendre. La création d'une armée de l'armistice est dans l'air. Rivet qui a vécu l'occupation de l'Allemagne au lendemain du traité de Versailles, a suivi, pas à pas la création de la Reichswehr et la naissance de l'Abwehr.

Soutenu par Weygand, il va plaider pour une institution analogue au sein de l'armée de l'armistice. C'est la création d'un organisme de défense contre le communisme, l'espionnage, le sabotage et plus généralement contre "les Menées Antinationales ". Il en revendique la responsabilité, convaincu que nos réseaux clandestins y trouveront les appuis matériels et moraux dont ils auront besoin. Après deux mois de négociations, sa suggestion est entendue le 25 août 1940, la commission d'armistice de Wiesbaden autorise la création du " Service des Menées Antinationales ". Dans chaque Division Militaire Territoriale (en zone libre et en Afrique) seront installés des Bureaux des Menées Antinationales (B.M.A.).

Pour répondre au mieux aux motivations qui nous ont inspirés, cette institution nouvelle doit résoudre avant tout un problème de recrutement et d'encadrement. Rivet et d'Alès vont s'y employer pendant tout le mois de septembre 1940 en piochant dans les ressourcés des B.C.R. dissous en juin 1940.

Au Colonel d'Alès, technicien confirmé, va échoir la direction effective des B.M.A. Il prendra comme adjoint un officier de haute qualité, le Lieutenant-Colonel Bonoteaux. Déporté, Bonoteaux mourra à Dachau dans les bras d'Edmond Michelet. Le Colonel Rivet, placé " en disponibilité fictive " (sic) veillera sur l'ensemble officiel et clandestin. Le 1er octobre 1940, le dispositif d'action et de défense est en place et opérationnel. L'appareil défensif en marche de 1940 à 1942

Il était temps.

Depuis juillet 1940, le réseau T.R. clandestin de contre-espionnage que je dirige, a pris vigueur et réactivé la plupart de ses agents infiltrés dans l'Abwehr. Les informations recueillies s'accumulent. Elles sont de deux sortes:

1 - Les informations d'ordre général sur la constitution, les missions, les moyens des services spéciaux ennemis, notamment ceux installés dans notre pays occupé. Leur exploitation fera l'objet de synthèses dont les données seront expédiées en lieu sûr à Alger. Les renseignements

susceptibles d'intéresser les alliés (par exemple les directives de recherches données à l'Abwehr par l'O.K.N. car elles traduisent les intentions de Hitler) leur seront transmis.

2 - Les informations d'ordre particulier concernant la France et son Empire. En ce début d'octobre 1940, elles sont alarmantes. Elles prouvent la volonté de l'ennemi de s'opposer brutalement à toutes formes de résistance, d'imposer sa propagande, de s'infiltrer largement en zone libre, dans l'Empire et surtout en A.F.N. Aux moyens spécifiques de l'ennemi: l'Abwehr, Geheimfeldpolizei, S.D., O.V.R.A., S.I.M., etc... s'ajoutent les complicités de mauvais français de tous bords.

Une action défensive, disposant de moyens répressifs de fortune, mais surtout officiels, est urgente. Il faut que les Français comprennent que l'occupant demeure l'ennemi, que travailler avec ou pour lui, c'est toujours trahir au sens de la loi sur l'espionnage, en vigueur dans les zones non occupées où la France demeure encore souveraine.

La répression officielle c'est l'affaire de la Police, de la Surveillance du Territoire et des Tribunaux militaires maintenus dans chaque Division Militaire Territoriale de l'armée de l'armistice en zone libre et en A.F.N.

Le réseau T.R. sera le pourvoyeur principal de cet appareil répressif, sous la couverture des B.M.A. à qui il appartiendra de le mettre en oeuvre sans révéler notre existence et nos sources.

Mission difficile pour ces B.M.A. car ils doivent protéger nos moyens et nos actions, animer des services officiels sous l'œil inquisiteur de l'occupant et la défiance d'autorités vichyssoises de plus en plus acquises à la politique de collaboration. Mission ambiguë, car les B.M.A. seront parfois saisis d'initiatives contraires à cette politique et devront, plus ou moins adroitement, en minimiser les conséquences. Il y aura des bavures.

Il y aura surtout une œuvre fondamentale de couverture de nos réseaux clandestins. L'ennemi ne s'y trompera pas et le " fusible " B.M.A. sautera en août 1942. D'Alès sera limogé sans ménagement. La plupart des chefs de B.M.A. seront poursuivis, arrêtés, déportés... Bonoteaux, Delmas, Roger, Proton, Heliot, Denaenne mourront dans les camps nazis Blattes, Jonglez de Ligne, de Bonneval (futur aide de camp du Général de Gaulle) en reviendront meurtris. J'en passe et m'en excuse, car de tels sacrifices consentis en toute connaissance de cause méritent mieux que l'indifférence, le sarcasme ou l'oubli.

T.R. - B.M.A. - Surveillance du Territoire - Justice militaire Pour conclure cet exposé, quelques cas concrets devraient aider à la compréhension du fonctionnement de cet appareil de défense. Au-delà de notre action secrète, nous avons voulu de 1940 à 1942 associer au maximum les forces encore vives de notre nation à notre lutte contre l'occupant. Pour si paradoxal que cela puisse apparaître à certains, nous pouvons nous enorgueillir de l'avoir tenté et souvent réussi. Ce qui suit tend à le démontrer.

Juillet 1940: Une commission d'armistice allemande s'installe à l'Hôtel du Roi René à Aix-en-Provence. Les écoutes installées par notre poste clandestin de Marseille (T.R. 115) révèlent la présence en son sein de membres de l'Abwehr soucieux de l'état d'esprit des militaires, des populations, de l'activité de la flotte, des camouflages d'armes, etc... C'est un jeu d'introduire dans cette commission plusieurs agents de pénétration.

En septembre 1940, T.R. 115 découvre qu'un couple d'origine allemande, réfugié israélite en France depuis 1938, a offert ses services aux nazis. Son activité est intense. Elle menace les entreprises clandestines de camouflage d'armes ainsi que certaines filières d'évasion par voies maritimes ou terrestres.

En décembre 1940, je décide d'y mettre fin. T.R. 115 s'en ouvre confidentiellement au commandant Jonglez de Ligne, chef du Bureau M.A. de la XV<sup>e</sup> Division Territoriale de Marseille. La surveillance du territoire est alertée. Herbert S. et Hélène G. sont arrêtés. Devant l'abondance des informations sur leurs activités, ils se résignent aux aveux non sans arrogance et la menace d'en appeler aux vainqueurs, leurs employeurs. Devant le "bruit" que cette affaire d'espionnage (la première depuis l'armistice) pourrait susciter en métropole, le Colonel d'Alès, patron des B.M.A. obtient de la Justice militaire que le couple soit discrètement transféré en A.F.N. Six mois plus tard le Tribunal militaire d'Oran condamne l'homme à mort et la femme à la prison sans qu'en aucune circonstance le réseau T.R. ait été mis en cause.

Septembre 1940: Un soldat britannique, Harold C., fait prisonnier en juin 1940, s'évade et se réfugie à Lille. En accord avec nos agents T.R., il organise au profit de l'I.S. un embryon de réseau de renseignements et surtout une chaîne d'évasion.

Nous établissons un relais à Paris avec l'aide du réseau Kléber et faisons aboutir cette chaîne à Marseille chez le correspondant de l'I.S., le Capitaine Garrow en rapport avec notre poste T.R. 115.

Imprudent et trop dispersé, C. est repéré par l'Abwehr et arrêté en mars 1941. Pour échapper à la répression, il accepte de poursuivre son activité sous le contrôle de l'ennemi. Ignorant de ce retournement, nos agents ne peuvent que constater les dégâts dans les réseaux de l'I.S. et en rechercher l'origine. Plusieurs indices font porter les soupçons sur C.

Le sentant brûlé dans le Nord, l'Abwehr décide de le transférer dans la région parisienne où, sous le nom de D., il devra pénétrer l'un des premiers et remarquable réseaux de résistance: "Le Musée de l'Homme". Ce sera chose faite en juillet 1941. Les arrestations succèdent aux arrestations. Torturé à mort, le grand savant Holweck s'éteindra en février 1942.

Grisé par ses succès, D. a cru bon d'entretenir comme couverture vis-à-vis de l'I.S. et de T.R., la filière lilloise d'évasion et son relais parisien. Ce sera sa perte.

C'est André Postel-Vinay, du réseau Kléber, qui est l'habituel correspondant de C. à Paris. Leurs contacts se multiplient. C. découvre l'activité de Kléber. C'est la bonne affaire pour l'Abwehr. A partir de septembre 1941, ce sont les premières arrestations. Fin 1941, c'est le tour de Postel-Vinay, en 1942 se seront les chefs de poste du réseau.

Alerté, notre poste T.R. 113 de Paris (Michel Garder) a vite fait le rapprochement C.-D.. Un agent de pénétration est infiltré dans la filière avec mission de convaincre l'anglais de "l'existence" d'une importante filière d'évasion vers la Suisse, basée à Lyon et où il pourrait être introduit. Fort intéressé, C. décide de se rendre en zone libre. Le 1er juin 1942, il arrive à Lyon et tombe dans la souricière organisée par le B.M.A. de la XIX<sup>e</sup> Division Militaire, alerté par T.R. La Surveillance du Territoire l'arrête et provoque ses aveux.



Devant l'abondance des preuves de ses activités criminelles à Lille et à Paris, il sera condamné à mort par le Tribunal militaire de Lyon quelques jours avant l'entrée de la Wehrmacht en zone libre, le 11 novembre 1942. Il échappera au peloton d'exécution et sous la pression des allemands, le maréchal Pétain accordera sa grâce.

Ce ne sera pas la chance du Français Henri D.. Ce traître qui a fait des ravages dans le réseau " Combat " d'Henri Frenay a été fusillé dans le fort de Montluc à Lyon le 16 avril 1942 par un peloton de l'armée de l'armistice.

Employé aux messageries Hachette de Paris, D. faisait chaque semaine depuis fin 1940, un voyage aller et retour à Lyon pour assurer les livraisons de cette entreprise entre les deux zones. Un ausweiss de complaisance permanent lui avait été accordé sur l'intervention de l'Abwehr qui contrôlait de la sorte le trafic des messageries Hachette et pouvait à l'occasion utiliser les services de D.

L'officier traitant de l'Abwehr est une vieille connaissance de nos services clandestins de C.E. Le Hauptmann Binder de l'Ast de Stuttgart est " pénétré " depuis 1938 par un agent de notre poste T.R. 114 de Lyon et pas grand chose ne nous échappe de son activité en France. En octobre 1941, " Combat " qui a grand besoin d'assurer ses liaisons permanentes entre la zone Nord et la zone libre, a repéré à Paris les possibilités offertes par l'homme des messageries Hachette.

Pressenti, D. accepte (après réflexion et accord enthousiaste de Binder) de transporter dans sa camionnette le courrier de " Combat " de Paris à Lyon et vice versa.

Dès lors, l'Abwehr va contrôler l'activité de ce réseau. Les arrestations se multiplient. Binder exulte et fait quelques confidences à notre " pénétrant ". Il parle d'une camionnette Hachette qui circule en permanence entre Paris et Lyon et dont le chargement l'intéresse.

Avec le concours de la gendarmerie de la ligne de démarcation, la camionnette est identifiée par T.R. 114. En janvier 1942, le B.M.A. de Lyon alerté, provoque l'arrestation de son conducteur. D. habilement interrogé par le commissaire Truffe de la Surveillance du Territoire passe aux aveux.

Le dossier de l'affaire est solide! Les dégâts sont graves. Frenay est menacé. Jean Moulin est identifié.

Descours, chef du B.M.A. de Lyon, fait signer par le Général Commandant la 14<sup>e</sup> Division Militaire un ordre d'informer pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat.

La taupe du réseau " Combat " sera condamnée à mort par le Tribunal militaire. Son recours en grâce sera refusé. Il sera exécuté.

J'invite le lecteur à en méditer le motif officiel: " Agent rétribué d'une organisation ennemie d'espionnage, Henri D. a recherché et livré des renseignements secrets intéressant la Défense Nationale ". Nous sommes en 1942.

En guise de conclusion J'aurais pu multiplier les cas concrets illustrant cette action répressive, stupéfiante pour certains esprits bornés. De fin 1940 à Novembre 1942, soit en deux ans, il a

été procédé en métropole et en A.F.N. à 2.327 arrestations d'agents de l'Axe. Des dizaines furent passés par les armes.

Je me suis borné à trois cas significatifs mettant en cause un Allemand, un Anglais et un Français...(1) Le sort de ce dernier fut impitoyable. Laval, saisi par Abetz de cette " grave atteinte à la politique de collaboration " au moment où il revenait au pouvoir, le 18 avril 1942, deux jours après l'exécution de D., allait signifier à Rivet l'arrêt de mort des B.M.A. Mais nos réseaux clandestins étaient saufs.

**(1) Les dossiers de ces 3 affaires sont aux Archives de la Justice Militaire au Blanc (36300), ouverts aux chercheurs. Annexe Extraits du rapport du 28 novembre 1942 de la section III de l'Abwehrstelle de Paris. ...« Notre contre-espionnage a permis d'avoir les preuves certaines que les services secrets français ont continué au cours des années 1940 à 1942 et en violation des conventions d'armistice, à faire de l'espionnage contre l'Allemagne, notamment contre les troupes d'occupation en territoire français »...**

*Nota: Le document original trouvé à Berlin en 1945 a été traduit et communiqué au Colonel P. Paillole en 1946 par M. K. du S.D.E.C.E., chargé, dès la fin de 1944 par la D.S.M., de l'exploitation des archives allemandes saisies en France et en Allemagne à partir de juin 1944.*

---

## **Parcours de A Achiary -Main dans la main avec le service-bulletin n4 -1955**

Category: Extraits de bulletin  
29 octobre 2021

Chef de la Brigade de la Police de Surveillance du Territoire d'ALGER, André ACHIARY fut l'un des piliers de notre Contre - Espionnage de 1939 à 1944. Patriote avisé et ardent, il donna à la BST d'Alger, dès Juillet 1940, une impulsion résistante qui se révéla décisive dans la lutte contre l'occupant. En marge de ses occupations techniques, il accorda au TR, une aide constante et sans réserve, il fut aussi l'un des promoteurs de la Libération de l'AFN. Avec tous ses collaborateurs il prit une part glorieuse dans la réussite du 8 Novembre.

---

## **Le SSM précurseur : Temoignage du General Navarre**

Category: Affaire Amiral Darlan,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Henri Navarre,Général Louis Rivet,Renseignement,Services allemands

29 octobre 2021

Avant et pendant la guerre 39-40 j'étais chef de la Section allemande du S.R.

A ce titre, fin juin et juillet 40, je réorganise le S.R. contre l'Allemagne et le mets en mesure de continuer sa mission.

A partir d'octobre 40, à Alger, je deviens chef du 2<sup>ème</sup> Bureau du Général WEYGAND. Je suis chargé par lui de la partie secrète » (animation des Services Spéciaux, de la propagande, des écoutes téléphoniques, de la lutte contre les empiètements des commissions d'armistice).

Au départ du Général WEYGAND (novembre 1941), je reste à Alger avec le Général JUIN (même mission et mêmes activités).

Février 1942. - Je suis renvoyé en France sur ordre personnel de l'Amiral DARLAN en raison de mes " activités néfastes " auprès du Général WEYGAND.

Je suis affecté d'office au 12<sup>ème</sup> Cuirassiers (Orange) et placé sous la surveillance de la police (qui, d'ailleurs, m'en prévient).

Fin 1942. - A la démobilisation de l'Armée de l'Armistice du fait que les Allemands me connaissent et possèdent sur moi les renseignements possibles (mon appartement de Paris avait été perquisitionné en juin 1940), je plonge dans la clandestinité et prends contact avec la Direction à Alger de l'ex-S.R. On me demande d'attendre des instructions en vue d'une mission qui me serait confiée en France.

Début 1943. - Je suis convoqué à Vichy par le Général DELMOTTE ( je lui avais été signalé par son Chef de Cabinet le Commandant BAILLOUD que je connaissais depuis longtemps ).

Il me demande de prendre auprès de lui la direction d'un S.R. clandestin sur l'Allemagne. Je prends conseil auprès du Général FRERE qui me demande d'accepter afin de faire bénéficier l'O.R.A. (qu'il est en train de constituer) des renseignements que j'obtiendrais.

Au début, quelques jours avant d'avoir commencé la moindre activité, je suis convoqué à nouveau par le Général DELMOTTE qui me fait part de l'opposition formelle de LAVAL à la création du S.R. en question et de l'interdiction absolue de m'employer à un poste quelconque en raison de mes activités « gaullistes » auprès du Général WEYGAND.

Je quitte Vichy, mais reste en contact avec le S.R. (Colonel DELOR).

Mars 1943. - Je suis contacté par les Services Spéciaux d'Alger (Colonel RIVET, Commandant PAILLOLE) qui me demandent de prendre la direction d'un service clandestin de Sécurité Militaire précurseur à créer, et, en même temps de « coordonner » l'action du C.E. clandestin, T.R. et du S.R. en France occupée.

Je viens alors m'installer à Clermont-Ferrand pour être à proximité du S. R. (Colonel DELOR, résidant quelque part près de Vichy) du T.R. (Commandant LAFONT, alias VERNEUIL, camouflé dans la région de Brioude) et de l'E.M. de l'O.R.A. qui fonctionne dans la région (Général FRERE, puis Général OLLERIS).

Avril 43. — Après une série d'entretiens avec DELOR et VERNEUIL, il est décidé que je prendrai à mon compte la création du S.S.M. sur l'ensemble du territoire et que j'aurais l'autorité, en zone nord, sur les éléments du T.R. et du S. R.

Cette organisation jouera en ce qui concerne S.S.M. et T.R. mais, en ce qui concerne le S.R. elle se réduira à quelques contacts avec le Commandant LOCHARD, successeur du Colonel DELOR.

Il est également entendu que j'aurai la responsabilité des contacts avec l'O.R.A., surtout en zone nord.

### **CRÉATION ET FONCTIONNEMENT DU S.S.M. PRECURSEUR**

Le P.C. principal fut installé à Paris, rue Boissy-d'Anglas, dans un appartement loué au nom d'une Secrétaire Madame GILLOT-MAITRE, qui y fut installée.

L'État-Major comprenait le Capitaine BRUTE de REMUR (1er adjoint) et le Capitaine GOBERT (2e adjoint). Seuls, ces deux officiers avaient, avec moi, accès au P.C. dont personne ne connaissait l'existence et où n'était reçue aucune visite.

Un P.C. secondaire existait à Clermont-Ferrand, où j'avais une chambre et une boîte aux lettres assurée par Mademoiselle VERGNE, Secrétaire de l'Aéro-Club.

La mission était de créer un B.S.M. par région militaire avec une antenne dans chaque département.

A partir d'avril 1943, je me suis donc mis à rayonner dans toute la France, à partir de Paris pour la zone nord, à partir de Clermont-Ferrand pour la zone sud.

Ces voyages m'amènèrent à passer plus de 40 fois la ligne de démarcation, toujours par le train (les franchissements clandestins auraient demandé trop de temps). Je n'eus jamais aucun incident.

J'utilisais pour mes déplacements quatre identités différentes qui n'étaient connues de personne, ni de ma famille, ni de mes adjoints. Je prenais mes contacts sous d'autres identités (soit la véritable, soit d'autres pour lesquelles je ne possédais pas de papiers). Je vivais ainsi que ma famille, sous une identité différente de toutes les autres.

J'ai contacté personnellement tous ceux à qui je destinais le commandement d'un B.S.M. Je leur demandais, en principe, de recruter eux-mêmes un adjoint et de me le présenter au voyage suivant. En dehors du chef du B.S.M. et de son adjoint, je ne voulais connaître personne.

En fait, il fallut souvent que je recrute moi-même non seulement le chef du B.S.M., mais également l'adjoint. Il arriva aussi que, ne trouvant personne de qualifié au futur chef-lieu de la région militaire, je mette en place d'abord moi-même les futures antennes départementales avant de pouvoir les coiffer par un chef de B.S.M. qualifié.

En priorité, je cherchai à recruter des officiers d'active.

De nombreuses adresses furent données par la Section Cavalerie du Bureau du personnel de l'Armée (Lieutenant Van AERSTELAER), d'autres par la Direction de la Cavalerie (Commandant HENIN), d'autres enfin par le Colonel LE CORGUILLIER (détachement parisien de l'E.M.A.).

Dans les contacts avec les officiers d'active, il y eut quelques rares refus ; certains justifiés par des craintes pour la famille, d'autres par le « Serment au Maréchal ». En tous cas jamais aucune dénonciation ni même indiscretion nuisible.

Beaucoup d'officiers et sous-officiers acceptèrent alors qu'ils s'étaient jusque là tenus à l'écart de la « résistance » locale en raison de son hostilité fréquente vis-à-vis de l'armée et surtout du spectacle affligeant qu'elle donnait souvent (politicaille de clocher, malhonnêteté, marché noir, bagarres pour les futures « places » agitation inefficace, etc.).

Chaque chef désigné de B.S.M. reçut un schéma général d'organisation de son futur poste en fonction duquel il assurait lui-même son recrutement (en fait, il fallut souvent les aider).

La mission du S.S.M. précurseur avait été fixée par une note du Commandant PAILLOLE, Directeur de la Sécurité Militaire et Chef des Services de C.E. à Alger, datée de février 1943 à Alger, et approuvée du Commandant en Chef Civil et Militaire, le Général GIRAUD.

En résumé, elle donnait mission à chaque B.S.M. : d'étudier sa région d'implantation et de se préparer à « émerger » à la Libération en vue d'assurer la sécurité des troupes françaises et alliées et le maintien de l'ordre.

De recruter et d'instruire le personnel et de préparer les moyens matériels (locaux, matériel de bureau, voitures, etc ..) nécessaires à cet « émergement ».

De repérer d'une part les éléments favorables, d'autre part les douteux et les hostiles, dans les diverses administrations et dans le public.

De préparer les futures opérations de répression et d'épuration.

De préparer la mise en place des Tribunaux chargés de réprimer les crimes contre la Sûreté de l'Etat.

La recherche du renseignement était en principe interdite, mais j'avais prescrit de transmettre les renseignements obtenus occasionnellement ainsi que toutes possibilités de renseignement (que je me réservais d'exploiter moi-même ou de faire exploiter par d'autres voies).

En fait, au fur et à mesure que le réseau se développa, de nombreux renseignements furent obtenus.

## **TRANSMISSIONS.**

A. - Avec ALGER.

Le S.S.M. précurseur n'avait pas de liaisons propres avec Alger. Il utilisait celles du T.R. jeune avec lequel une liaison régulière était organisée.

Pour les liaisons en zone sud, chaque chef de B.S.M. avait un correspondant T.R. auquel il remettait ses messages radio et son courrier.

En zone nord, le courrier était centralisé à Paris et remis au Commandant MERCIER ou à MAYEUR (Maréchal) tandis que les messages radio étaient confiés à une « boîte aux lettres ».

Cependant, quelques mois avant la Libération de Paris, une opération radio était mise à ma disposition. Madame CLAIR, Veuve d'un Chef d'Escadron d'Artillerie, habitant l'A.F.N., s'était mise à la disposition du Comandant PAILLOLE, Chef des Services de S.M. et avait reçu à Alger une formation radio. Entrée en France, par l'Espagne, elle dû revenir à deux reprises à Barcelone pour y chercher du courrier, puis un nouveau poste radio (le sien ayant grillé) ce qui retarda sa mise en service comme opération radio.

Installée enfin dans la région de Paris, elle y fit, dans les semaines précédant la Libération, de nombreuses émissions. Le 18 août, je l'envoyai à Nancy afin d'avoir, après la Libération imminente de Paris, une radio derrière les lignes allemandes. Elle fit le voyage avec l'un des convois de la Gestapo dans lequel nous avions un agent. Elle fit, à Nancy de nombreuses émissions pour le compte des Services Spéciaux et aussi pour celui de M. GRANDVAL qui, du fait d'arrestations, n'avait plus personne pour passer ses messages.

B. - Avec les B.S.M.

Les liaisons étaient assurées surtout par contacts directs pris par moi ou par mes adjoints généralement sur place et quelquefois à Paris.

Elles l'étaient aussi par lettres adressées soit à des « boîtes aux lettres » soit Poste Restante, soit dans les P.O.P.

Le courrier était relevé par mes adjoints qui disposaient pour cela d'identités strictement réservées à ce rôle.

### **LIAISON AVEC LE T.R.**

T.R. « ANCIENS ».

Une liaison personnelle avait lieu entre VERNEUIL et moi à peu près une fois par mois.

Le contact était généralement pris à Brioude par l'intermédiaire d'un ancien employé civil du Service (M. DEVAUX, alias DANIEL) installé chez un de ses parents, marchand d'articles de pêche. Nous allions ensuite déjeuner dans un restaurant de la ville.

Le Capitaine MERCIER, chef du T.R. zone nord assistait généralement à la rencontre. Lui et moi nous nous retrouvions d'habitude dans le premier train du matin Clermont-Brioude.

A Pau la liaison avec le T.R. « Anciens » était assurée par contacts fréquents entre moi (ou mon adjoint, le Capitaine de REMUR) et le Commandant MERCIER.

T.R. « JEUNES ».

Il avait été entendu entre VERNEUIL et moi que j'assumerais, en zone nord, un rôle de « mentor » vis-à-vis du T.R. « jeunes » dont la fougue, jointe souvent au manque d'expérience de

la clandestinité nous causait, à tous deux beaucoup d'inquiétude.

Je ne pus malheureusement empêcher des imprudences de certaines missions de ce Réseau, dont le rôle essentiel et particulièrement périlleux était de mettre des moyens de liaison à la disposition des Services de C.E. (1).

(1) Liaisons radio, aériennes, sous marines, terrestres (par les Pyrénées au travers de l'Espagne), etc.

### **LIAISON AVEC L'O.R.A.**

A été prise dès le début avec le Général FRERE et surtout avec son adjoint le Général OLLERIS qui lui succéda après son arrestation.

Je le rencontrai (généralement avec VERNEUIL) soit à Clermont-Ferrand, soit à Riom.

A Clermont, on se retrouvait aux environs de la gare, toujours pour les réunions beaucoup trop nombreuses et la plupart des participants dans les tenues caractéristiques d'officiers en civil (culottes de cheval, leggings ou bandes molletières, sacoches, etc...).

Après quoi, on allait déjeuner en bande dans un restaurant. Là encore, comme pour le T.R. jeune, VERNEUIL et moi tentions, sans grand succès, de donner des conseils de prudence.

A Riom, le Général OLLERIS nous recevait chez sa soeur (ou belle-soeur). C'était plus discret.

C'est cependant là que le Général OLLERIS fut arrêté.

Nous avions rendez-vous ce jour-là, VERNEUIL et moi, pour une réunion importante.

Arrivés les premiers, nous trouvons la soeur (ou belle-soeur) du Général affolée, qui nous fait comprendre qu'il venait d'être arrêté. Les Allemands n'avaient heureusement pas laissé de souricière mais pouvaient revenir.

Nous allons aussitôt nous installer dans un café ayant vue sur la gare et guettons l'arrivée des autres participants pour les prévenir et tenir dans le café un bref conciliabule.

Le Général GILLIOT, adjoint du Général OLLERIS, décide de prendre le commandement de l'O.R.A.

Je lui dis : « Ne retournez pas chez vous; il habitait la région) car le Général OLLERIS a certainement votre adresse sur son carnet (il notait tout, malgré nos protestations à VERNEUIL et à moi).

Le Général GILLIOT me répond : « Certainement pas car il est souvent venu chez moi et n'a donc aucune raison d'avoir noté mon adresse ». J'insiste. Il ne veut rien savoir. Il est arrêté dans les 24 heures.

Le « flambeau » passe aux mains du Général VERNEAU. Il s'installe à Paris.

Je n'ai eu avec lui que quelques rares contacts dans un appartement de la rue Cognacq-Jay.

Là aussi, grosses imprudences. Beaucoup trop de gens réunis et connaissant l'adresse.

Après l'arrestation du Général VERNEAU, le Général REVERS prend la tête de l'O.R.A.

Il s'est tout de suite remarquablement adapté à la vie clandestine. A la fois prudent et très actif. A été un remarquable Chef de l'O.R.A.

J'avais avec lui des contacts réguliers dans de petits restaurants discrets.

Mon adjoint, le Capitaine de REMUR était en contacts suivis avec son Etat-Major (notamment du GARREAU et CANO, camarades de promotion de PAILLOLE et SIMONEAU.

---

## **1940-1944 : Pourquoi et comment est née la sécurité militaire ?**

Category: 1935-1940,1940-1942,1940-1944 : Résistances en France,1942-1945,Affaire Amiral Darlan,BCRA,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Où étaient les agents des Services spéciaux avant 1942 ?,Renseignement,Services allemands,Services français  
29 octobre 2021

*Depuis plusieurs semaines, sur la demande des autorités allemandes, Laval exigeait la dissolution des Bureaux des Menées Antinationales (B.M.A.) et le " limogeage " de leurs chefs : Rivet et d'Alès en tête.Ce nettoyage des Services Spéciaux de l'Armée de l'Armistice s'effectuait dans le cadre d'une opération plus générale de lutte contre les organisations de Résistance Militaire.*

**par le Colonel Paul PAILLOLE**

*J'entends et lis, à propos de la Sécurité Militaire, tant d'inexactitudes, parfois aussi tant d'inepties, que, dans l'intérêt de la vérité et pour l'honneur de mes camarades qui en firent un grand service national, je me dois de retracer une fois encore, les raisons et les circonstances de sa création.*

C'était en juillet 1942.

Depuis plusieurs semaines, sur la demande des autorités allemandes, Laval exigeait la dissolution des Bureaux des Menées Antinationales (B.M.A.) et le " limogeage " de leurs chefs : Rivet et d'Alès en tête.

Ce nettoyage des Services Spéciaux de l'Armée de l'Armistice s'effectuait dans le cadre d'une opération plus générale de lutte contre les organisations de Résistance Militaire. Du Vigier, Chef du 3ème Bureau et père des G.A.D. (Groupes d'Auto-Défense), Baril, Chef du 2ème



Bureau, et bien d'autres, disparaissaient de l'État-Major de l'Armée de Terre ; Ronin, malgré l'habile protection du général Bergeret, devait mettre en veilleuse son S.R. Air. Seul le S.R. Marine sortait à peu près indemne de la vague épuratrice. Il est vrai qu'à cette époque, ce n'étaient pas les aviateurs mais les marins qui occupaient les postes de confiance...

En juin et juillet 1940, j'avais créé le Service de Contre-Espionnage clandestin, camouflé, avec l'aide du Génie Rural, dans l'entreprise des Travaux Ruraux (T.R.). Notre action contre les puissances de l'Axe et la Trahison s'était poursuivie et développée avec une vigoureuse efficacité grâce à la protection des B.M.A. et à leur rôle décisif dans l'appareil répressif militaire.

A n'en pas douter, c'était ce rôle répressif et la confortable " couverture " que les B.M.A. nous offraient qui gênait les Allemands et que Laval n'entendait pas tolérer.

Rivet me fit appeler.

Avec d'Alès et lui, nous examinâmes les conséquences de cette décision et les mesures à prendre pour en atténuer les effets maléfiques.

Certes, les B.M.A., héritiers des B.C.R. (1) , avaient une existence précaire depuis que l'Autorité Militaire avait été, en février 1941, déchargée des Pouvoirs de Police. Elle n'avait plus, pour justifier le maintien de ces organismes, que de mauvais prétextes ; les vrais, encore que soupçonnés par les autorités de fait, demeuraient invouables.

Si, dans cette conjoncture, l'Armée de l'Armistice, en tant que telle, pouvait à la rigueur (comme l'Armée du temps de Paix), se passer des Services de Contre-Espionnage Spécialisés, nos réseaux militaires clandestins de recherches ne pouvaient sans dommage être privés de leur meilleure protection. Quant au C.E. clandestin (T.R.) il ne pouvait renoncer à l'exploitation judiciaire de son travail sur le territoire national. L'un des principes essentiels de notre lutte était précisément de maintenir en France, face aux puissances occupantes, la répression impitoyable de la trahison à leur profit. On sait que les Tribunaux Militaires de la zone sud condamnèrent ainsi plusieurs centaines d'agents de l'Axe dont quarante-deux à la peine de mort.

Faute de pouvoir directement " embrayer " sur la Justice Militaire pour assurer cette action répressive, force était à T.R. de disposer d'un intermédiaire sûr au sein même de l'Armée.

Enfin, élément capital, je savais l'inéluctable et proche action alliée en A.F.N. Il fallait que cette opération décisive soit effectuée avec un maximum de sécurité en matière de C.E. et que les Alliés trouvent dans les territoires libérés, un service organisé capable de remplir les missions de protection qu'exigeraient les circonstances et d'ôter tout prétexte, sinon l'envie, aux services de sécurité amis de s'immiscer dans les affaires françaises.

Je me doutais, au surplus, que l'Armée française d'Afrique, jointe aux Forces Françaises Libres, reprendrait aux côtés des Alliés la lutte contre l'Axe. Il fallait que cette armée possède les moyens élémentaires pour neutraliser les entreprises occultes de l'ennemi et aussi, dans l'hypothèse probable de la remise des Pouvoirs de Police à l'Autorité Militaire, qu'elle dispose d'un organisme propre à seconder le Commandement dans l'exercice de telles attributions.

Toutes ces raisons impliquaient l'existence officielle au sein de l'Armée d'un Service à définir, ainsi que le transfert en A.F.N. d'un personnel supplémentaire qualifié et d'éléments d'archives suffisant pour faire face à la situation nouvelle qu'allait créer le débarquement allié.

En Métropole, où le nouvel organisme devait échapper à l'attention des autorités allemandes et aux investigations parfois trop zélées de policiers français, la limitation à un ou deux par Division Militaire du nombre des officiers apparemment habilités à traiter des problèmes dits de " Sécurité " était indispensable. Les militaires des B.M.A. dissous, du moins ceux connus pour leur compétence et la rectitude de leurs convictions patriotiques, devaient constituer sans plus tarder les noyaux d'un autre Service clandestin apte à fournir les cadres des organismes officiels de C.E. que la Libération du Territoire devait révéler.

---

Tel fut le point de départ de la création des SERVICES DE SECURITE MILITAIRE.

---

Si je me suis quelque peu étendu sur les raisons et les circonstances de cette création, c'est qu'il m'apparaissait essentiel de montrer que jamais nulle autre préoccupation ne nous effleura que de mettre notre Service en condition pour faire face à sa seule mission : NEUTRALISER LES ENTREPRISES OCCULTES DE L'ENNEMI, EN PROTEGER L'ARMEE, ET AUSSI LA NATION TOUT ENTIERE, CONFORMEMENT A LA LOI.

Pour établir ce postulat, il me reste à dire quelques mots de la vie du S.S.M.

Rivet et d'Alès jugèrent que je devais en prendre la responsabilité.

J'étais atterré.

La tâche me paraissait immense et redoutable. Elle impliquait que je devais renoncer au Commandement direct du réseau T.R. où tant de sujets de satisfaction m'étaient prodigués. Tôt ou tard je devrais quitter la France encore occupée et ne plus partager l'existence de mes camarades métropolitains.

Mes objections furent vaines. J'acceptai finalement lorsque, pour me seconder à la tête de T.R., Rivet me donna Laffont et lorsque Bonnefous voulut bien m'assurer qu'il s'adjoindrait à moi, pour mettre sur pied l'organisation nouvelle.

Il restait à convaincre l'État-Major de l'Armée et le Commandant en Chef de la nécessité de donner au S.S.M. cette existence discrète, mais officielle.

Les généraux Verneau (2) et Olleris (3) , Chef et Sous-Chef de l'E.M.A., admirent d'enthousiasme la solution. Elle convenait à leur conception de la résistance militaire et au rôle qu'ils entendaient confier aux Services de C.E.

Le Général Revers et l'Amiral Battet auprès de Darlan firent le reste. Il est vrai que l'Amiral Commandant en Chef se faisait un malin plaisir de contrecarrer les volontés de Laval et que déjà son comportement se teintait de résistance...

Le 24 août 1942 une décision non publiée consacrait officiellement la naissance des Services de Sécurité Militaire. J'en restai le Chef jusqu'au 18 novembre 1944.

A peine avions-nous eu le temps, Bonnefous, mes collaborateurs (4) et moi de jeter dans les trois Armées (Terre - Mer - Air) les bases de cette organisation, à peine avec Chrétien (5) , avions-nous eu le temps d'étoffer nos moyens en A.F.N. que le débarquement du 8 novembre 1942 intervint.

Il provoqua, on le sait, avec mon départ pour Alger la réalisation d'un organisme de Contre-Espionnage centralisé avec :

- Un service de recherches et d'action C.E. (T.R.);
- Un service d'exploitation C.E. et de protection contre les entreprises occultes de l'ennemi.

(Le S.S.M. englobait en outre la surveillance du Territoire et la Sûreté aux Armées.)

Cette Sécurité Militaire était organisée territorialement dans les zones libérées. Elle disposait d'éléments spécialisés dans toutes les grandes unités. Dans les territoires occupés par l'ennemi le S.S.M. clandestin, dont le Général Navarre fut le Chef, préparait la tâche des B.S.M. libérateurs.

Tout ce monde fut doté en temps utile des moyens indispensables à son travail : documents techniques et administratifs, archives, fonds, etc. Ce ne fut pas une mince affaire. Les textes d'avant-guerre n'avaient pas prévu la situation qui était la nôtre. La bonne volonté ne suppléait pas à l'incompétence de ceux qui prétendaient gouverner. Les finances étaient maigres, les liaisons difficiles, et rare le personnel de qualité. Et puis, il faut l'avouer, les rivalités nées de la trop longue opposition entre Giraud et de Gaulle créaient une ambiance lourde où la méfiance paralysait trop souvent les meilleurs et les plus désintéressés d'entre nous.

Pourtant, de mon P.C. d'El Biar où tant de Généraux commandant de grandes unités vinrent travailler avec moi : Chouteau, H. Martin, du Vigier, Leclerc, Brosset, Granier, etc., je pus mettre sur pied les services indispensables à la Sécurité des Forces de débarquement.

A Londres, avec le Général Bedell-Smith, Chef d'E.-M. d'Eisenhower, et Cheen, chef de son 2ème Bureau, je pus élaborer les conditions de travail des Services de C.E. alliés dans le respect de la souveraineté française.

J'étais intransigeant quant au respect par autrui de nos responsabilités et de nos missions. Réciproquement je ne pouvais admettre une ingérence quelconque du S.S.M. dans des domaines qui ne lui appartenaient pas.

La situation délicate, douloureuse parfois, dans laquelle se trouvait l'Armée du fait des querelles qui divisaient ses Sommets, me faisait tout spécialement un Devoir d'interdire plus que jamais les instructions politiques dans mes services, ou par leur intermédiaire.

C'est parce que malgré les tentations, malgré certaines provocations, le S.S.M. sut généralement respecter cette règle et laisser au Commandement, à chaque échelon, ses responsabilités et ses prérogatives dans la recherche de l'état d'esprit et la protection du

moral de sa troupe, qu'il gagna cet élément décisif de son efficacité que fut la confiance de l'Armée et de ses Chefs.

Aussi bien, le 24 avril 1944 (6) à Alger, le général de Gaulle, Président du Comité Français de Libération, avait personnellement rendu officielle cette conception exclusive et rigoureuse de notre rôle technique. Chef des Armées, il savait bien que l'Autorité du Chef ne se disperse pas. Il avait aussi compris que l'efficacité des Services de Sécurité Militaire ne pouvait souffrir d'équivoque quant au sens et aux points d'application de leurs missions.

---

Novembre 1944.

La France est libérée. La Victoire est proche.

Pour des raisons que je n'analyserai pas ici, les Services de Sécurité Militaire sont dispersés, mutilés, séparés de T.R., source de leur vie, raison de leur existence.

Je ne peux comprendre ni admettre cette transformation anarchique du Contre-Espionnage en temps de guerre. Je ne peux davantage transiger sur ma conception de notre rôle de soldats au sein des Services Spéciaux.

Je pars.

Un an après je quitterai l'Armée.

(1) *Bureaux de Centralisation des Renseignements mis sur pied à la mobilisation dans chaque Région Militaire pour lutter contre les entreprises occultes de l'ennemi.*

(2) *Mort en déportation*

(3) *Déporté et décédé*

(4) *Dont Serot qui créa la Sécurité Air, Delmas, Héliot morts en déportation.*

(5) *Chef des Services de C.E. en A.F.N.*

(6) *D.M. N° 8.000 SSM/Org du 24 avril 1944.*

---

**Un héros du CE français raconte.. Le**

# Capitaine Morange du T.R. 115 (1)

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Renseignement,Services allemands  
29 octobre 2021

*Avant de nous quitter, il y a déjà plus d'un an, Roger Morange avait entrepris, dans le cadre d'une étude générale sur « les X. dans la Résistance » la préparation d'une thèse de doctorat d'État sur les activités du Contre- Espionnage français clandestin dans le Sud-Est de la France occupée.*

*Lui-même avait été en 1943 le chef de notre poste T.R. de Marseille : T.R. 115, puis Glaïeul.*

*Il avait bien voulu m'associer à ce vaste projet. Avec la méthode et la précision qui étaient dans sa nature, il fouillait les archives, les livres, creusait dans sa riche mémoire, appelait les témoignages. En dépit d'une santé qui chancelait, son travail avançait, toujours remis sur le chantier avec une obstination d'autant plus émouvante que nous sentions ses forces l'abandonner.*

*Hélas, il laisse une oeuvre inachevée mais d'une exceptionnelle valeur pour l'Histoire de nos Services. D'accord avec son épouse qui le secondait avec autant de dévouement que de compétence, nous n'avons pas voulu qu'elle tombe dans l'oubli. Avec elle nous avons pensé que ces souvenirs de Morange, ses observations, ses réflexions pouvaient non seulement enrichir notre patrimoine, mais encore — et peut-être surtout — servir utilement nos successeurs tant cet esprit curieux savait tirer les conséquences et les enseignements des événements et des faits dont il était l'acteur ou le témoin lucide.*

*Ainsi a été constitué un comité d'études chargé d'extraire à l'intention de notre Bulletin et des diverses instances nationales chargées de veiller à « cette sacrée Vérité », les bonnes feuilles de ce que l'on peut appeler les Mémoires de Roger Morange alias Mordant. Pour commencer nous présentons le récit de son arrestation par la Gestapo de Marseille à la fin de 1943. Il sera suivi par celui de son interrogatoire et de son évasion. Cette publication vient à son heure, au lendemain du procès de Lyon et à la veille de la nouvelle procédure intentée à l'encontre de Klaus Barbie à propos de l'affaire Jean Moulin. On va retrouver dans le récit de notre camarade cet expert en trahison qu'était Jean Multon, alias Lunel, transfuge du groupe « Combat » arrêté le 28 avril 1943 par la Gestapo de Marseille et « retourné » sans grande difficulté par elle. C'est Multon qui est à l'origine des catastrophes qui se sont abattues sur la Résistance en 1943 : arrestations de Bertie Albrecht, collaboratrice d'Henri Frenay (fin mai 1943), du Général Delestraint, chef de l'armée secrète (9 juin 1943), de René Hardy (7 juin 1943) enfin, dont les conséquences furent si funestes. J'en passe. On va retrouver, face à Morange, le célèbre Dunker, dit Delage, homologue de Barbie à Marseille. Aussi cruel et prétentieux que le S.S. lyonnais — Lui aussi mentionné en 1944 dans nos listes de criminels nazis remises aux services français et alliés de sécurité, accolés aux grandes unités de débarquement. Il eut bien le sort qu'il méritait : il fut fusillé le 28 septembre 1947.*

Situation du C.E. à Marseille en 1943 Avant de laisser la parole à Morange, il m'apparaît nécessaire de rappeler la situation générale de nos services en 1943. Depuis mai 1942 le commandant Laffont, alias Verneuil, a pris ma place à Marseille à la tête de notre organisation

clandestine de C.E. offensif : le T.R. Je suis moi-même en charge de l'ensemble de nos services de sécurité offensifs (T.R.) et défensifs (S.M.). Ils sont en pleine évolution en raison de la répression allemande et des entraves de la police de Vichy.

L'activité croissante de l'Abwehr, celle de plus en plus envahissante du S.D. et de la Gestapo, l'imminence du débarquement allié en A.F.N., m'ont conduit à étoffer le T.R., en particulier en donnant à Verneuil deux collaborateurs supplémentaires d'une qualité exceptionnelle les capitaines Paul Bernard et Roger Morange. A Marseille, précisément, le poste T.R.115 qui a compétence sur la Provence-Côte-d'Azur, est dirigé de mains de maître par le capitaine Guiraud (alias Georges-Henri), un ancien du poste S.R. de Marseille dont le [colonel Gallizia](#) vient de retracer l'existence dans nos Bulletins. Le 11 novembre 1942, conséquence du débarquement allié du 8 novembre en A.F.N., la Wehrmacht a occupé la Zone Sud. Entre le 12 et le 26 novembre 1942, Verneuil et moi nous décidons du devenir de notre CE, métropolitain. Je me propose de le renforcer et surtout d'organiser ses liaisons avec Londres et Alger.

La Direction du T.R. éclate. Verneuil quitte Marseille et installe son P.C. en Auvergne. Morange, alias Mordant, est affecté sur place au poste T.R.115.

Après un bref moment de flottement, l'activité du C.E. clandestin reprend de plus belle, encouragée, stimulée par deux faits essentiels : — le parachutage près d'Issoire de [Michel Thoraval](#) le 19 janvier 1943, venu de Londres, — l'arrivée en sous-marin, le 5 février 1943, de l'équipe Caillot-Guillaume, venue d'Alger... Porteurs de directives, de fonds et de postes radios, mes messagers donnent à leurs camarades métropolitains la certitude que désormais ils ne seront plus seuls, qu'ils seront entendus, écoutés, et que leurs efforts sont indispensables au succès de nos armes. Hélas, en juin 1943, l'organisation ancienne de T.R. est fortement ébranlée par une série de graves arrestations Gatard et Chotin à Limoges, Johanès et Simonin à Clermont-Ferrand, Garnier, Saint-Jean avec nos vieilles archives près de Nîmes, etc. Il faut réorganiser la maison décentraliser davantage, adapter d'autres méthodes, doubler les précautions... Guiraud (alias Georges-Henri) devenu « Soleil » prend la responsabilité de la Zone Sud., Son secteur s'étend des Alpes-Maritimes aux Pyrénées Atlantiques. Son ex-poste T.R.115, désormais baptisé « Glaïeul », passe sous la direction de Morange. Dans le même temps la Sécurité Militaire clandestine s'organise sous l'impulsion du futur [Général Henri Navarre](#) (alias Augusta). La région de Marseille est confiée au Commandant Jonglez de Ligne. Un Seigneur! En face, le poste S.D.-Gestapo de Marseille s'est considérablement renforcé, conscient de l'importance croissante de nos services dans cette région et de leur travail intensif. Il est installé confortablement rue Paradis. En janvier 1943, le S.S. Scharführer Ernst Dunker, alias Delage, est adjoint au S.S. Haupt-sturmführer Günter Hellwing, Chef de la Section IV de ce poste. Il a 31 ans. C'est déjà un vieux professionnel de l'espionnage. En 1940, en Tunisie, il fut « accroché » par nos Services et relâché sous la pression des autorités occupantes. Il vient de Paris où il servait d'interprète à la Gestapo de la rue des Saussaies. ...« ses yeux bleus verts, durs et vides, clairs et faux, sournois par habitude séculaire d'obéissance servile, cruels par nature »... telle est la description qu'en fait Pierre Nord. Dunker connaît Marseille. Il sait que pour réussir il faut travailler avec « le milieu », selon ses méthodes et disposer de gangs. En trois mois, il montera son affaire et les coups vont s'abattre. Le 28 avril 1943, c'est Jean Multon, alias Lunel qui tombe entre ses griffes et cède à la peur et à la tentation. Après l'hécatombe dans le groupe « COMBAT » et la catastrophe de Caluire, c'est Morange qui va être la victime de l'inférel duo Multon-Dunker. Écoutons Morange :

**par Roger MORANGE**

Multon était le secrétaire, l'homme de confiance de Chevance, l'adjoint d'Henri Frenay, créateur et chef de « COMBAT ». Il savait tout sur ce groupe de résistance.

**LE GUET-APENS** Mon rendez-vous avec Stefan Frederkind était très important. Depuis l'occupation de la Zone Sud en novembre 1942, notre poste de Marseille, T.R.115, avait mis en sommeil ses agents de pénétration dans l'Abwehr; tous, sauf Frederkind, homme de confiance de l'Abwehr qui, en sa qualité de fournisseur des mess des officiers avait ses entrées non seulement dans les bureaux de l'Hôtel Lutétia mais aussi dans les principaux États-majors allemands de Paris. Je désirais, grâce à lui, posséder un informateur d'autant plus utile que l'Abwehr l'avait prié de constituer un réseau d'agents français en Zone Sud. Rendez-vous avait été pris pour le samedi 11 décembre 1943 à 17 heures à la Brasserie du Parc au Rond-point du Prado. Notre camarade Lomnitz devait y amener son ami Stefan. A peine rentré dans le Bar, j'ai une mauvaise impression pas de barman, deux hommes au comptoir me tournent le dos. A une table isolée, Bernard Lomnitz est assis à côté d'un inconnu. Tous les personnages sont immobiles et silencieux. Lomnitz ne fait pas un mouvement, je m'approche de lui et je vois alors son visage tuméfié avec une barbe hirsute. Avant d'avoir ouvert la bouche, les deux consommateurs du bar m'encadrent, tandis que le compagnon de Lomnitz sort un pistolet, démasquant les menottes qui les relient ensemble. — Police, vos papiers! Sans même les regarder, ils les confisquent, tandis qu'un quatrième « policier » entre dans le bar. Je l'identifie, c'est Lunel, ancien secrétaire régional des M.U.R., qui, depuis son arrestation, le 23 avril 1943, est passé au Service de la Gestapo. Barrioz, chef régional de « COMBAT » me l'avait présenté au début de l'année comme étant son secrétaire personnel et son « homme de confiance » (!!!).

— Suivez-nous! Toute résistance est impossible. Un petit cortège se forme. En tête, Lomnitz enchaîné à son gardien. Je suis derrière et les trois autres ferment la marche. On ne m'a pas mis les menottes, circonstance favorable... J'en profite pour me retourner et demander : « Vous êtes de la Police? Mais quelle Police ? — Police allemande !... Une violente poussée sur les deux personnages les plus proches et je détale éperdument. Les policiers commencent par s'assurer de Lomnitz, puis sortent leurs pistolets. C'est une belle « schieserei » sur le Prado. Deux Feldgendarmes, la plaque autour du cou, attendent le tramway. Ils aperçoivent ces civils suspects qui tirent des coups de feu. Ils dégainent à leur tour et menacent les hommes de la Gestapo. Ce quiproquo me permet de gagner de précieuses secondes. A l'Ecole d'Artillerie de Fontainebleau, j'étais champion du 1.000 mètres c'est le moment de le prouver... Je cours de mon mieux en zig-zag. Les balles commencent par me rater, mais un coup heureux de Lunel m'atteint à la cuisse. Je ressens un choc brutal, ma jambe gauche s'alourdit, je dois m'arrêter. Je m'effondre sur un banc où Lunel, haletant, me rejoint son pistolet à la main. Triomphant, il crie : « Salaud, je t'ai eu! » Cette fois, on me passe les menottes et je suis poussé vers la traction avant des Policiers dont les coussins sont bientôt inondés de mon sang. Le trajet est bref jusqu'au siège de la Gestapo qui est à quelques centaines de mètres dans le haut de la rue Paradis. C'est le premier contact avec Dunker. Soutenu par mes gardiens, je me traîne jusqu'à l'ascenseur. Mon cas est mauvais dès le départ. Pris dans une souricière après une tentative de fuite, je suis éminemment suspect. Le pire, c'est Lunel ! Le misérable me connaît comme officier résistant et ami de son ex-patron Chevance. Il est inutile de faire l'innocent. Je suis affalé sur une chaise. Mon pantalon poisseux est lourd de sang et les gouttes commencent à tomber sur le plancher. Il me reste pourtant assez de vitalité pour apostropher violemment les

tristes sires qui sont devant moi : - Vous êtes des salauds et des traîtres, vous collaborez avec la Gestapo. Vous ne perdez rien pour attendre, les alliés vont débarquer, l'Allemagne est perdue et vous serez tous arrêtés et fusillés. Vous, Lunel, le premier qui avez trahi le Mouvement « COMBAT ». Vous savez que celui-ci vous a condamné à mort. Une seule chose m'étonne, c'est que vous soyez là encore vivant! Lunel blêmit, les autres ne disent mot, mais un homme vient d'entrer dans la pièce. Il s'emporte en entendant ces anathèmes : — " Quoi? un prisonnier qui profère des menaces? Comment osez-vous parler sur ce ton? Vous parlerez quand je vous questionnerai. D'ici là, taisez vous ou je vous ferme la gueule à coup de cravache." De taille moyenne, vigoureusement bâti, ses yeux gris bleus ont une lumière dure. Son ton de commandement est sans réplique. Je suis entre les mains de Dunker, alias Delage, l'un des chefs de la Gestapo de Marseille. Par une porte entrebâillée, j'aperçois dans la pièce voisine, Lomnitz et Frederkind enchaînés sur leurs chaises et prostrés, le menton tombant sur la poitrine. J'apprendrai plus tard qu'ils ont été cruellement battus pour leur faire avouer l'identité du personnage qui avait rendez-vous avec eux. Aucun d'eux ne révélera mon nom. Pour eux, je suis seulement « Monsieur René ». Après avoir renvoyé ses acolytes, l'Allemand reste seul avec Lunel et moi. Après avoir pris la précaution de m'attacher les mains dans le dos avec les menottes, l'interrogatoire commence.

**L'INTERROGATOIRE DU CHEF DE T.R.115** — Quel est votre nom? votre vrai nom, bien sûr! ne perdons pas de temps. Nous saurons vous faire avouer rapidement. Une simple piqûre et votre tête devient grosse comme un ballon. Alors racontez gentiment votre histoire. Choisissez, et vite ! Je suis à demi évanoui, mon cerveau tourne à toute allure : nier mon identité et mon activité en bloc, c'est peine perdue devant Lunel. Le traître m'observe avec des yeux froids, derrière de grosses lunettes. Il faut lâcher un morceau et gagner du temps — Je suis le Capitaine Mordant de l'État-Major de l'Armée. Les papiers que je porte au nom de Martigny sont faux et m'ont été remis par le Bureau M.A. de Marseille avec lequel je travaillais jusqu'à la dissolution de l'Armée d'Armistice. Mon rôle consiste à chercher des terrains de parachutage pour recevoir des émissaires d'Alger. Dunker essaie de me faire préciser certains points. Je perds opportunément connaissance. Alors seulement on songe à arrêter mon hémorragie et je suis transporté rapidement dans une clinique de la Kriegsmarine, près d'Endoume. Je reçois les soins éclairés de deux jeunes médecins allemands, fort sympathiques. — Vous avez beaucoup de chance! dira l'un d'eux. La balle est entrée et sortie en frôlant l'artère fémorale qui n'a pas été lésée, heureusement. Un sondage récupère divers morceaux de tissu restés en chemin. Injection antitétanique et puis piqûre de morphine. Je m'endors benoîtement... Vers 22 heures, tel un cauchemar, Dunker me réveille. Cette fois, il me parle de Frederkind. — Qu'est-ce que vous faites avec lui? — Je connais Frederkind comme un officier allemand de Paris qui voyage beaucoup et fait un peu de marché noir. A ce titre, il me vendait du whisky. — Ce n'est pas vrai! Frederkind n'est pas officier. C'est un agent des Services Allemands. Il a trahi notre cause. Aujourd'hui je n'ai pas le temps d'en parler davantage. Je veux seulement savoir ce que représentent ces clés. — Ce sont celles de mon appartement, rue de Suez. — Et celles-ci ? Ce sont celles d'un deuxième appartement que j'ai loué 46, boulevard Rabateau pour loger les éventuels arrivants d'Alger. Dunker perquisitionnera aussitôt rue de Suez. Evidemment il ne trouvera rien. Boulevard Rabateau, par une malchance extraordinaire (cet appartement est en principe vide), il tombe sur mon chef de Secrétariat, l'Adjudant-Chef Marchal qui était venu, à tout hasard, m'apporter des télégrammes d'Alger. Vers 22 heures de ce même funeste samedi, Marchal est, hélas, arrêté dans l'appartement par la même équipe qui m'avait capturé à 17 heures. Il est horriblement battu à plusieurs reprises dans la journée du dimanche. Il réussit à gagner du temps et ce n'est que le lundi 13 décembre, à bout de



forces, qu'il avoue l'adresse de notre Bureau. La Gestapo perquisitionne sur le champ. Elle trouve les locaux vides... Il s'est passé près de deux jours depuis ma disparition et mes camarades ont appliqué ma consigne très stricte : « Si l'un de ceux qui connaissent le bureau ne donne pas signe de vie pendant vingt-quatre heures, il faut le présumer arrêté, tout déménager immédiatement et disparaître. » Or, j'avais pris rendez-vous pour le samedi 17 heures avec mon adjoint, le Lieutenant Laffitte. A cette heure, j'étais sur la table d'opération de la clinique de la Kriegsmarine d'Endoume. Laffitte laisse passer la nuit. Il se présente le dimanche à midi au rendez-vous de rattrapage prévu dans les cas analogues. Toujours pas de Mordant! Inquiet, Laffitte alerte les camarades du Poste. Il déménage lui-même le bureau et tout le monde s'évanouit dans la nature. Quand la Gestapo a fouillé le bureau le lundi, elle est arrivée avec un jour de retard... tout est vide!

**L'INTERROGATOIRE MUSCLE — LA BAIGNOIRE** Le lundi soir, 13 décembre 1943, on me transfère de la clinique militaire allemande à la prison des Baumettes où je fais une entrée très remarquée appuyé sur mes béquilles. Dans la cellule 17, je retrouve l'Adjudant Marchal et Bernard Lomnitz tous deux fort mal en point. Curieusement, aucune confrontation n'a eu lieu avec Frederkind que je n'ai plus revu de ma vie. Nous apprendrons, plus tard, que la Gestapo de Marseille l'a mis à la disposition du B.D.S. de Paris. Il a dû exploiter avec allégresse ce camouflet infligé à l'Abwehr, son rival détesté. Quel scandale! L'homme de confiance de l'Hôtel Lutetia. Frederkind était en fait un homme de confiance des Français depuis plus de cinq ans!

Nous voici au Secret rigoureux. Plus de soins médicaux pendant huit jours. Par bonheur, les sulfamides allemandes reçues à la clinique de la Kriegsmarine étaient de première qualité et ma blessure, sans jamais s'infecter se cicatriza en quelques semaines, grâce aux soins diligents de l'infirmière française de la Croix-Rouge, Mlle Guérin. Elle pensait tous les jours les éclopés revenant d'interrogatoires dans des états pitoyables.

Le 22 décembre 1943, on vient me chercher pour un interrogatoire qui doit aller au fond des choses. Dunker est tout miel et s'exprime en un français excellent. — Nous n'en voulons pas aux officiers français qui font leur service. Nous punissons les traîtres comme Frederkind qui s'appelle en réalité Friedmann. Il est juif comme Lomnitz et n'est pas un officier. C'est un agent allemand qui a trahi notre Service. Qu'avez-vous à me dire sur lui? Si vous avouez la vérité, vous ne serez plus inquiété et envoyé dans un Oflag jusqu'à la fin de la guerre.

Je réponds par des généralités. Je mets en avant ma qualité fragile de « prisonnier de guerre ». Impatienté, il s'écrie — Vous allez parler! Oh, nous ne toucherons pas un cheveu de votre tête, mais c'est vous qui m'appellerez lorsque vous le déciderez vous-même.

Sur un signe, Lunel et un autre agent français de la Gestapo, Charles R..., me conduisent dans la salle de bains. Ils me donnent l'ordre de me déshabiller. Une fois nu, ils me mettent les menottes aux poignets et aux chevilles et je suis basculé dans la baignoire pleine d'eau glacée.

Nous sommes le 22 décembre. Le traitement de la baignoire est inspiré d'un supplice, qui, en Chine, est pratiqué en liant le patient à un poteau planté dans le lit d'un torrent glacé, le courant rafraîchit sans arrêt le corps. Celui-ci se contracte en crampes douloureuses, avec des troubles oculaires et une agression violente du système vaso-constricteur, génératrice de crises cardiaques. Avec la Gestapo, le refroidissement est l'oeuvre de la température basse qui entre par la fenêtre et par des blocs de glace qui flottent dans la baignoire. C'est, si l'on peut

dire, un supplice « propre » qui ne laisse pas de traces sur le corps, il évite toute fatigue aux tortionnaires. Assis sur des chaises, ils se contentent de me surveiller, confortablement emmitouflés dans de bons manteaux. Des camarades me raconteront plus tard comment certains tortionnaires accélèrent l'effet du froid en plongeant la tête du détenu sous l'eau jusqu'à suffocation. Je n'ai pas subi cette variante. J'avoue que la réfrigération à elle seule est déjà très convaincante! Affaibli par ma blessure, je m'efforce de tenir bon. L'épuisement finit par me gagner. Je sens que je vais céder en me souvenant de ce que recommandait notre Chef, le Commandant Verneuil : « Si vous vous obstinez à vous taire, ils s'obstineront à vous faire parler. La partie est inégale, ne les bravez pas, ne faites pas le malin, n'attendez jamais le dernier moment où vos forces vous abandonnent. Faites semblant de céder, essayez de « les avoir à la Chansonnette », vous y gagnerez au moins un répit. Occupez vos insomnies à préparer vos aveux, ceux qui ne compromettent rien ni personne, si ce n'est que vous-même. Parlez d'organisation générale, de pseudos brûlés, de lieux de rendez-vous périmés, de boîtes aux lettres abandonnées, de camarades hors d'atteinte. Lâchez tout « cela par tranches, car eux, s'y reprendront à plusieurs fois avec vous. » Mes forces m'abandonnent. Je n'ai plus qu'à crier « Grâce » ! Je suis toujours sous la surveillance de R... et surtout de Lunel. Il lit un journal mais paraît mal à l'aise en me regardant. -Arrêtez, je vais parler! Ils se dressent tous les deux. Me retirent de la baignoire à demi gelé, incapable de remuer. Je suis porté à nouveau devant Dunker. Des soins énergiques me redonnent chaleur et vie : frictions vigoureuses, claques, peignoir chaud, café brûlant... Je remis! En avant pour la « Chansonnette ».

« **LA CHANSONNETTE** » D'une façon générale, mon activité depuis le Maroc était suffisamment variée pour que « la Chansonnette » fut garnie d'adresses vérifiables mais périmées et d'événements intéressants, mais dépassés. C'était un jeu très professionnel et routinier pour tout Officier de Contre-espionnage que d'alimenter astucieusement les réponses aux questionnaires allemands apportés par nos agents de pénétration dans l'Abwehr. Selon un plan approuvé, nous « révélions » des renseignements rigoureusement exacts, mais déjà connus ou sans conséquence. Aux questions posées par Dunker, je réponds donc en me référant au passé. Je décriai l'organisation générale du T.R. métropolitain avec sa tête à Marseille alors que la « Villa Eole » est abandonnée depuis plus d'un an et que Paillolle lui-même siège en Algérie, hors de portée. Une mention spéciale fut accordée aux liaisons avec Alger par le « tube » sous-marin « Casabianca ». Je ne risquais guère de commettre des indiscretions étant donné l'anonymat absolu des officiers qui transitaient et du fait que depuis novembre 1943 la liaison par tube Métropole-Alger est interrompue. Aux questions relatives à l'organisation interne de T.R. 115, j'oppose les cloisonnements rigoureux entre les hommes. Chacun de mes subordonnés ne rencontrait que l'échelon immédiatement supérieur et l'échelon immédiatement inférieur. Ainsi, le chef radio ne rencontrait que le chiffreur (échelon supérieur) et ses propres « pianistes » (sous-officiers radio) à l'échelon inférieur. L'un est spécialisé dans l'écoute d'Alger, les deux autres émettent alternativement, l'un à la campagne, dans une voiture dont les accumulateurs alimentent le poste, l'autre à Marseille sur le courant de la ville. J'ignore tout des emplacements d'émission et des détails techniques. Ils sont du ressort exclusif du chef radio dont je ne connais pas l'adresse. Les appareils sont au nombre de Trois. La voiture utilisée est garée à une adresse que je donne. La Gestapo se précipite et met la main sur une 203 Peugeot restée au garage ce qui confirme la véracité de mes « aveux ». J'ajoute, toujours en veine de « confidences » : « le tableau journalier des émissions radios se trouve dans les papiers que vous avez saisis à mon bureau ». Cette déclaration laisse Dunker impassible. J'en conclus qu'il n'avait rien saisi et que le bureau avait été déménagé en temps utile. Il se contente de demander — Comment assuriez-vous la sécurité de vos émissions? —

Par les soins d'un surveillant. Il reste dehors et guette l'arrivée des voitures goniométriques. Celles-ci sont très reconnaissables. Elles se déplacent lentement en tâtonnant, selon l'audition plus ou moins claire de leurs écoutes. Dunker reste pensif. Il passe à un autre sujet — Quelle était votre activité? — Nous ne faisons pas d'espionnage, mais du contre-espionnage. Nous recherchons les traîtres français, les réseaux de la Collaboration et notamment ceux de la Gestapo. Nous nous intéressons aussi à la situation intérieure française : S.T.O.-P.P.F., réfractaires, terrorismes. Nous voulons que soient réduits au minimum les désordres inévitables qui suivront l'effondrement de Pétain et de Vichy.

A cet appel du pied, Dunker réagit : Il me fait un discours sur la lutte commune contre le bolchevisme. — Pourquoi un officier patriote comme vous est-il notre adversaire? Nous devrions lutter ensemble comme le demande le Maréchal Pétain. Je ne résiste pas à lui lancer — Bravo pour votre collaboration qui torture un officier blessé! Sans répondre, il me demande pour qui je travaille à Alger. — Pour le Général Giraud. Cette réponse le fait rire. Il estime que pour les Français il n'y a qu'un choix Pétain ou de Gaulle. — Mais continuons! Quels sont vos réseaux d'agents? — Je n'en ai pas. Nos agents d'avant-guerre ont été mis en sommeil après l'Armistice, puis liquidés définitivement lorsque vos Services ont saisi nos archives en 1943. Notre rôle était surtout de recevoir les informations recueillies auprès des autres organismes de résistance et de les transmettre à Alger soit par radio, soit par sous-marin. Il est vrai que je voulais utiliser Frederkind. En l'arrêtant, vous avez supprimé notre unique agent allemand que je ne connaissais pas encore moi-même. Dunker hoche la tête. Par bonheur il n'insiste pas. — Quelles sont vos liaisons avec Alger? — Il existe à Marseille depuis six mois environ un réseau T.R. bis qui double le nôtre. Il a, en particulier, la mission d'organiser les liaisons avec Alger par le sous-marin « Casabianca » et il rembarque les personnalités de la Résistance qui viennent rendre compte au Gouvernement Provisoire de l'activité de leurs réseaux. Du printemps à l'automne, ces liaisons ont marché chaque mois en un point différent de la côte méditerranéenne. Mais la liaison du 26 novembre a été interceptée par une patrouille allemande qui, en tirant dans la nuit, a tué un agent de la Résistance de Toulouse. Les autres personnes ont pu se disperser dans la nature. Dunker ricane méchamment. — Oui, si j'avais été là, tout le monde aurait été pris. — D'ailleurs, je sais tout ce qui se passe dans le réseau de votre ami Jean-Marie, je les laisse s'agiter. Quand je le déciderai, j'arrêterai tout le monde. « La Chansonnette » s'étala ainsi sur plusieurs jours. Elle fut souvent interrompue du fait des absences de Dunker appelé dans d'autres affaires... Pendant ses absences, je restais menottes aux mains sous la garde de R... qui en profite pour me glisser qu'il travaille sous la contrainte. Pour prouver sa bonne foi, il me dit qu'ils n'ont rien trouvé en perquisitionnant dans notre bureau. Précieux renseignement qui simplifiera mon interrogatoire. Toutefois, je reste sur mes gardes car le sympathique R... a plus de chances d'être un mouton qu'un allié. C'est sur la base de ces « aveux chansonnettes » que Dunker put rédiger un magnifique Procès-Verbal. Il ne pouvait entraîner aucune arrestation. Le seul butin fut la 203 Peugeot dont s'emparèrent les gestapistes pour leur usage personnel. De son côté, Dunker confisqua divers objets saisis dans mon logement tels que disques, livres et tapis.

°°° Au cours des séances d'interrogatoire qui ont suivi l'épisode de la baignoire, le détenu ne fut plus maltraité. Il s'était établie entre lui et Dunker une atmosphère relativement courtoise. Dunker veillait même à ce que mon pansement fût changé tous les jours, m'offrait café et cigarettes. Un jour, il me posa calmement la question — Pour le moment, c'est moi qui vous garde. Qui dit qu'après le débarquement américain les rôles ne seront pas inversés. Vous êtes un officier qui ne s'incline plus. Vous chercherez à vous évader, j'y veillerai et vous ne vous

évaderez pas